

défense de Occident

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

PERIODICAL
READING ROOM

Maurice BARDECHE :

Israël et quelques autres problèmes

●

François d'ERCE :

Rome et les juifs

●

S. WOLMER :

Le courant national aux U.S.A.

●

Yann BEUZEC :

Les guerres coloniales cachées

●

L'Europe est-elle une nation sous-développée ?

**Un Punch ?
Un Whisky ?**

*Faites-vous, vous-même
une opinion.*

pour ce faire, nous vous proposons pour chacune de ces spécialités : LA QUALITÉ à un PRIX TRÈS ÉTUDIÉ.

Appréciez un **RHUM BLANC 55° de DISTILLATION AGRICOLE** ou un **RHUM VIEUX 50° 8 ANS D'ÂGE**, mis en bouteilles à la **GUADELOUPE** et préparé selon les meilleures traditions antillaises.

Dégustez
un **GRAND CHAPTER,**
Scotch Whisky mis en bouteilles
à la distillerie.

RENSEIGNEMENTS — COMMANDES

**RHUM LONGUETEAU, 57, Avenue Kléber
75 — PARIS 16°**

Téléphone : 553.94.00

Dans la même qualité, au meilleur prix :

**GIN — COGNAC — VODKA — POIRE WILLIAMS
CHAMPAGNE . . .**

Défense de l'Occident

Nouvelle Série — 15^e Année

Septembre-Octobre 1967 — N° 65

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Israël et quelques autres problèmes</i>	3
François d'ERCE : <i>Rome et les Juifs</i>	12
S. WOLMER : <i>Le Courant national aux U.S.A.</i>	21
J. DEVIDAL : <i>L'Opposition nationale britannique</i> ..	35
Yann BEUZEC : <i>Les Guerres coloniales cachées</i>	51



CHRONIQUE DE JACQUES PLONCARD D'ASSAC : <i>S'unir pour la tuerie</i>	56
CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : <i>Wallace à la présidence!</i>	64
CHRONIQUE DES ARTS, par François Lem :	69
CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par François Duprat :	80
LES LIVRES DU MOIS : <i>Les Dossiers du Clan, Paris 40-44</i> ; J. Brune, <i>Interdit aux chiens et aux Français</i> ; J. Cau, <i>Lettre ouverte aux têtes de chiens occidentaux</i> ; F. Nietzsche, <i>L'Antéchrist</i> ; Henry Cos- ton, <i>Dictionnaire de la politique</i> ; Pierre Fontaine, <i>L'Aventure du pétrole français</i>	85



DOCUMENTS EXTRAITS DE LA PRESSE INTER- NATIONALE : <i>Les Juifs nation exterritoriale</i> (Hochschullehrer Zeitung) — <i>L'Europe est-elle une nation sous-développée?</i> (La Nation Européenne).	94
IN MEMORIAM : <i>Paul Rassinier</i>	103

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6^e) — C.C.P. 65-35-65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35 F

Etranger : 1 an : 37 F

Propagande : 50 F et 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire
Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

DEFENSE DE L'OCCIDENT devant paraître désormais dans un format plus grand, et, chaque fois que nous le pourrons, sur un plus grand nombre de pages, nous avons été obligés d'augmenter le prix du numéro ainsi que le prix de l'abonnement. Nos lecteurs anciens qui se trouvent dans une situation difficile par suite de leur âge ou en raison des événements pourront nous demander à bénéficier de l'ancien tarif d'abonnement. La même facilité pourra être accordée, sur demande, aux étudiants, jeunes ouvriers ou jeunes agriculteurs. L'abonnement comprend la fourniture, sans supplément, de nos numéros spéciaux.

Israël et quelques autres problèmes

Notre numéro spécial sur l'agression israélienne nous a valu une correspondance plus importante que celle de nos numéros ordinaires. La plupart des lettres que nous avons reçues expriment l'approbation de nos lecteurs et même souvent une sorte de soulagement. Il est visible que beaucoup de nos lecteurs avaient eu la même réaction que nous et n'ont pas très bien compris les prises de position d'une partie de la presse d'opposition. Ils éprouvaient une certaine satisfaction à voir que notre revue appuyait leur position personnelle. Toutefois certaines de ces approbations étaient mitigées, elles nous ont prouvé que l'effort de propagande israélien avait porté sur certains points et qu'une mise au point supplémentaire était nécessaire.

L'argument que nous avons trouvé exprimé le plus souvent porte sur la forme « fasciste » de l'Etat d'Israël. Un certain nombre de nos lecteurs s'imaginent en effet qu'Israël est une petite nation qui montre les qualités que nous louons précisément chez les nations de type militaire et desquelles nous voudrions que notre propre nation s'inspirât. Cette appréciation repose sur une erreur de fait. L'Etat d'Israël n'est ni dans sa structure ni dans sa morale ni dans son esprit un Etat « fasciste ». La propagande israélienne insiste sur des expériences qui, à juste titre, intéressent nos lecteurs, celles des Kibboutzim en particulier. Cette présentation de propagande ne doit pas faire illusion. Le nombre des kibboutzim est très réduit. Ils servent essentiellement à la propagande et, comme

nous pouvons le voir, cette propagande porte des fruits. Mais la jeunesse israélienne est très loin de consacrer tout son temps à ces exploitations agricoles modèles. On en aura la preuve si l'on veut bien retenir que l'activité agricole de l'Etat d'Israël représente 5 % des activités professionnelles. Contrairement à l'image complaisamment répandue, l'Etat d'Israël n'est pas un Etat agricole, c'est au contraire un Etat qui est atteint de la même maladie que les grands Etats modernes, l'inflation de secteur tertiaire.

Cette inflation du secteur tertiaire prend même en Israël des proportions inconnues dans nos pays européens. Près de 90 % de la population tire ses ressources d'activités du secteur tertiaire, c'est-à-dire que la plupart des habitants sont employés, commerçants, intermédiaires, exportateurs, etc. Le tempérament juif, rebelle à la vocation agricole, semble l'être également aux autres formes élémentaires de la production. Les distributeurs, c'est-à-dire les parasites et les profiteurs, pullulent dans l'Etat d'Israël comme partout ailleurs. C'est même leur proportion anormale à l'égard de celle des producteurs qui explique la situation constamment déficitaire de l'économie israélienne qui ne s'est maintenue jusqu'ici que par les énormes versements de la République Fédérale allemande et qui ne peut se maintenir, à l'avenir, que par l'appui bienveillant de grands pays étrangers.

Si l'Etat d'Israël n'est pas un pays de type spartiate par sa structure, il ne l'est pas non plus par la manière dont il a mené le combat contre les Etats arabes. C'est faire le jeu de nos adversaires que de reconnaître un régime conforme à nos vœux partout où interviennent la force et la brutalité. Le combat mené par l'Etat d'Israël est simplement le type de guerre que mènent les pays supérieurement équipés contre des pays qui le sont mal. Cette situation implique une prévoyance qu'il faut mettre à l'actif des dirigeants d'Israël. Mais, le fait de réussir une guerre-éclair n'est pas plus un caractère des Etats dont nous rêvons qu'il n'est un signe de santé ou de probité. La Russie soviétique, par exemple, est parfaitement capable de mener une guerre éclair : le nombre

et la qualité de ses divisions blindées ne suffit pas pour que nous la regardions comme un de ces Etats sous le régime duquel nous aimerions vivre.

Ce qui nous intéresse essentiellement dans les régimes qu'on appelle « fascistes » et du reste dans tout autre régime en général, c'est le système de valeurs sur lequel ils reposent. Cette notion est pour nous absolument primordiale. Les Etats que nous souhaitons sont ceux, qu'ils soient de structure autoritaire ou autres, qui substituent à la hiérarchie de l'argent, c'est-à-dire à la hiérarchie du succès commercial, une hiérarchie des valeurs morales qui classent véritablement les hommes entre eux et desquelles dépend également la force des nations. Le racisme lui-même n'est pas autre chose qu'un système de références à ces valeurs morales. Bien que je ne sois pas personnellement raciste, je suppose que les racistes reconnaîtront leur pensée si je dis que la supériorité de la race blanche ne vient pas de ce que nous avons la peau blanche, mais de ce qu'elle est *porteuse* des qualités qui nous paraissent importantes pour la dignité de l'homme et pour la civilisation. Peut-on dire que l'Etat d'Israël est fondé sur le respect et la proclamation de ces valeurs ? Il est clair qu'Israël est un Etat capitaliste classique portant toutes les tares du capitalisme ; sa victoire militaire n'a d'autre effet que d'imposer les fausses valeurs du capitalisme et, en même temps, comme nous le verrons plus loin, de tirer des événements militaires un profit essentiellement économique et commercial. Ne prenons donc pas la victoire militaire d'Israël pour ce qu'elle n'est pas. Les armées d'Israël ne se sont pas donné pour objectif de faire triompher au Moyen-Orient un type d'homme dans lequel l'Occident puisse se reconnaître.



Les malentendus qui ont pu se produire sur des faits ne sont pas graves. Il nous suffit de rectifier l'image que certains de nos lecteurs se font de l'Etat d'Israël et de la remplacer par une image exacte pour qu'ils rectifient d'eux-mêmes leurs réactions. Mais dans l'hésitation de

quelques-uns, je vois un malentendu plus grave. Leur hésitation est liée à l'idée qu'Israël fait partie du camp du capitalisme libéral et que nous devons soutenir tous ceux que le hasard ou la stratégie placent dans ce camp dont les Etats-Unis assument la direction.

Nous avons déjà eu l'occasion plusieurs fois de dire que cette illusion nous paraissait dangereuse et qu'en la cultivant nous sommes amenés à abandonner purement et simplement l'idéal qui nous a toujours soutenus. Le capitalisme libéral a assurément dans le match de prestige qu'il livre à la Russie soviétique, montré une écrasante supériorité. Nous concevons très bien qu'on se plaise dans la situation confortable qu'il a faite aux hommes. Cette civilisation du confort, de l'efficacité, du bien-être est assurément une incontestable et grande victoire. Mais nous savons aussi de quel prix cette victoire a été payée. Elle a abouti à l'écrasement de toutes les qualités morales et au culte d'un dieu unique, le dollar. Elle a pour couronnement un lavage de cerveau et un abrutissement général comparables à ceux qui triomphent dans les démocraties populaires, ne dédaignant même pas les méthodes sournoises de persécution et de pression. Elle nous a fait accepter en échange du confort une vie mécanique, une existence de rationnaires, rationnaires du bonheur, de la liberté, de la pensée et des biens de consommation. C'est la raison pour laquelle il n'y a en lui ni espoir ni grandeur : il n'offre pas d'autre avenir que la perspective d'une infinité de rationnaires se partageant de plus en plus mécaniquement des berlingots et des tubes de satisfactions sommaires et d'idées préfabriquées.

Dans l'affrontement final, il n'est même pas sûr que ce colosse sur-alimenté l'emporte sur le colosse affamé. S'il triomphe, le gouvernement mondial dont il rêve ne sera pas sensiblement plus gai que la dictature universelle du prolétariat. Il y aura les prisons en moins, je veux dire les emprisonnements sommaires, arbitraires, décidés par la police seule. Si nous nous battons contre le communisme, ce sera pour ne pas recevoir une balle dans la nuque sans autre forme de procès ou finir nos

jours dans un égoût sans qu'on ait donné d'explications à personne. En somme, nous nous battons pour qu'on nous persécute avec des formes. Nous tenons beaucoup à être expédiés dans les règles. Cela vaut la peine en effet de se battre, ce sera le seul objectif véritable de la lutte. Ces lendemains du triomphe de la liberté font hausser les épaules et ne valent guère mieux que les lendemains du triomphe de l'égalité.

Nous devons donc être bien persuadés que le camp du capitalisme libéral, dans lequel nous pouvons être en effet amenés à devenir un jour des combattants, n'est pas le camp qui porte notre avenir et notre espoir. C'est le sens véritable de cette troisième force qui nous paraît seule pouvoir assurer le salut des peuples d'Occident. Nous l'avons dit maintes fois mais il n'est pas inutile de le répéter encore : quand nous souhaitons voir s'établir une troisième force entre les deux grands blocs qui se partagent le monde, entre Washington et Moscou, ce n'est pas simplement une solution politique que nous souhaitons, c'est-à-dire une Europe unie et indépendante, c'est aussi et c'est même essentiellement une troisième conception de la vie, une troisième morale sociale, une troisième hiérarchie des valeurs qui ne soit ni la dictature du communisme ni la toute-puissance sournoise de l'argent. Quand nous parlons d'une troisième force, c'est un univers à nous que nous voulons dire, une partie du monde où nous nous sentirions chez nous, où la vie correspondrait à nos conceptions et non pas à l'*american way of life* ou aux instructions et aux circulaires du Parti, c'est un troisième système social, un troisième style de vie qui prendrait en charge en notre nom la civilisation qui va actuellement à la dérive et au naufrage.

Ceux qui jugent tout du point de vue de la politique américaine jugent donc tout d'un point de vue qui est et qui doit nous demeurer étranger. Pour reprendre la parole célèbre de Pierre Laval, je dirais volontiers comme lui : « Je souhaite la victoire des Etats-Unis parce que, sans elle, le bolchévisme régnerait sur le monde ». Mais cette parole, dans la bouche de Pierre Laval comme dans la mienne, n'est qu'une parole de désespoir. A la victoire

des autres, nous préférons toujours notre victoire. Au monde des autres, nous préférons toujours notre propre monde.

Le capitalisme n'est ni une tare indélébile ni une abomination. Les résultats qu'il a obtenus dans l'organisation des hommes sont assez sensationnels pour qu'on n'ait pas le désir d'entraver la libre entreprise et le libre jeu des initiatives personnelles. Mais, justement le capitalisme libéral en est arrivé à un point de son développement où il étouffe la libre entreprise et rend impossible les initiatives personnelles. Pour qu'il ne développe pas dans tout l'organisme social un poison dont celui-ci périra, pour qu'il n'évolue pas vers une espèce de dictature anonyme et intouchable, il est nécessaire qu'il existe au-dessus de lui une autorité fondée sur autre chose que l'argent et qui ait le pouvoir de briser toute puissance capitaliste comme un simple ballon de verre.

Que le marchand s'enrichisse et qu'il vive comme un boyard parmi les hommes, nous n'y voyons aucun inconvénient, si son énergie, son travail, son habileté, les services qu'il a rendus à la collectivité, lui méritent cette place. Mais au-dessus de lui, comme dans toutes les grandes civilisations, il y a le *soldat* et le *parfait* qui sont au-dessus de tout marchand dans l'Etat, parce que sans l'un il n'y aurait pas d'Etat et sans l'autre il n'y aurait pas de civilisation. Les qualités de l'élite sont les qualités tutélaires de toute nation. Ce sont elles qui sont décisives au moment du danger et de la crise, même dans un Etat industrialisé, même dans une civilisation scientifique. La suprématie de l'élite sur la puissance de l'argent proclame cette hiérarchie naturelle. Ceux qui ne comprennent pas l'importance de cette troisième voie, ceux qui ne voient pas qu'elle est tout notre avenir et toute notre justification ne sont pas autre chose que les militants classiques d'une droite réactionnaire à laquelle nos réflexions ne s'adressent guère. Ils se reconnaîtront sans trop de difficultés en M. Giscard d'Estaing ou en M. Lecanuet. Ils ne sont séparés d'eux en réalité que par des nuances ou des nostalgies. Il faut qu'ils prennent

conscience de cette réalité que l'affaire israélienne a mise clairement en évidence.

Cette appréciation du capitalisme libéral ne serait pas complète si nous ne revenions pas à la question israélienne éclairée à nouveau sous cet angle. On nous dit que l'Etat d'Israël n'est qu'un petit Etat qui ne demande rien d'autre que le droit de vivre. Là encore, c'est l'apparence, là encore c'est une présentation de la propagande. L'Etat d'Israël n'est pas un Etat comme les autres, pas plus que la Russie soviétique n'est un Etat comme les autres. De même que la Russie soviétique, en tant qu'Etat, a derrière elle et pour alliés tous les communistes du monde entier, l'Etat d'Israël en tant qu'Etat a derrière lui tous les Juifs du monde entier dont la double nationalité est apparue avec une évidence éclatante à l'occasion des événements récents. Au moment même où tant de journalistes « objectifs » nous expliquaient que rien n'est plus illusoire que l'unanimité des Juifs derrière Israël, une assemblée de milliardaires se réunissait à Jérusalem pour décider comment leur influence pourrait aider, non pas l'Etat d'Israël, qui n'a besoin que de prébendes allemandes supplémentaires pour boucler son budget, mais l'ensemble géo-politique qu'Israël veut faire surgir au Moyen-Orient. Les sommes fabuleuses recueillies aux Etats-Unis, le milliard ramassé à Anvers en moins d'une semaine dans cette misérable communauté juive que les Allemands avaient, paraît-il, totalement anéantie, tout ce drainage fabuleux et presque instantané de capitaux, alors qu'une cause comme celle du Viet-Nam soutenue par une énorme publicité mondiale parvient péniblement à réunir quelques dizaines de millions, ne devraient-ils pas nous ouvrir les yeux et nous faire comprendre que, pour les puissants du monde, l'Etat d'Israël n'est pas, en effet, un Etat comme les autres ?

Cette double nationalité des Juifs ne donne pas seulement à l'Etat d'Israël une situation morale analogue à celle de la Russie soviétique. Elle donne aussi à ses entreprises une tout autre dimension. La diplomatie israélienne nous révèle peu à peu les buts véritables de l'agression

israélienne. On nous parle beaucoup des conditions de survie et de sécurité du petit Etat d'Israël. C'est toujours la façade de la propagande : ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Il est clair que les propositions de condominium économique que l'Etat d'Israël fait à ses voisins vaincus ont pour but de préparer la plate-forme des Etats-Unis du Moyen-Orient, qui ont essentiellement pour objectif de mettre la gestion et les débouchés du pétrole entre les mains de l'Etat juif.

Ce but de guerre qu'on commence à entrevoir donnera peut-être quelques idées à nos lecteurs. Qu'ils imaginent la puissance que peut représenter un Etat qui a, à la fois, la possibilité de faire pression politiquement par les énormes moyens de la puissance juive dans l'orientation de la politique mondiale, et en même temps de soutenir cette pression politique par une pression géopolitique et économique en ouvrant ou en fermant les réservoirs du pétrole indispensable à l'économie moderne et à la guerre. Si la puissance juive qui dispose déjà dans le monde entier des instruments extrêmement puissants de la presse et de la propagande, disposait également des moyens de réduire à merci ses adversaires éventuels par une pression matérielle, elle deviendrait une force d'intervention considérable dans le jeu de la politique mondiale et dans le camp occidental en particulier. Assis sur cette puissance immense, l'Etat d'Israël deviendrait dans ces conditions le camp retranché, la citadelle de la puissance juive internationale. Grâce à l'Etat d'Israël, cette puissance juive disposerait d'une armée, d'une flotte, d'un appareil diplomatique, d'un budget national, d'agents et de services secrets à sa disposition dans tous les pays du monde, auxquels elle pourrait commander et qu'elle pourrait désavouer en même temps. Puissance spirituelle jusqu'à présent, elle réaliserait le rêve de la Papauté de devenir en même temps une puissance temporelle, mais cette puissance temporelle, agissant par des moyens modernes, aurait infiniment plus d'importance que n'en a eu jamais la dérisoire puissance temporelle des Etats de Saint-Siège. C'est cette puissance temporelle, reconnaissable, matérielle, pouvant agir,

pouvant représenter, pouvant menacer même à partir du moment où elle dispose des débouchés pétroliers, qui serait mise à la disposition de la puissance actuellement anonyme qu'est la puissance juive mondiale.

Quels sont ceux qui ne pressentent pas les perspectives d'une telle situation ? Souhaiter la victoire d'Israël, c'est souhaiter la réalisation de tout cela. Quelle animosité contre les Arabes mérite que nous mettions dans la balance tout notre avenir et la plupart de nos chances de liberté ?

Je n'ai qu'un mot à ajouter pour que mes lecteurs ne s'abusent pas sur ma pensée. Quand l'Etat d'Israël sera devenu un petit Etat pacifique, religieux, impuissant et inoffensif, amoureux de ses coutumes anciennes et placé ailleurs qu'à ce carrefour de la destinée européenne, je serai avec joie son premier visiteur. Ce n'est pas le peuple juif en tant que peuple que je déteste, c'est la puissance juive anonyme et apatride qui pèse sur nous, nous étouffe, nous asphyxie, nous dégrade, nous empêche d'être nous-mêmes. Mais je ne déteste pas dans le peuple juif sa religion, ses coutumes, ses traditions, tout ce qu'il a gardé de sa race et de son histoire. Je ne déteste pas ses synagogues, ses rabbins, les papillottes, les fêtes juives. Je ne déteste pas la littérature juive quand elle veut être la littérature des Juifs et ne prétend pas être la bible de l'humanité. Je ne déteste pas les gâteaux juifs et les horribles cartes postales de première communion qu'on faisait autrefois et qui ont, je le crains, actuellement disparu du commerce. Je ne déteste pas la pensée juive, quand elle est fidèle à sa tradition, à sa loyauté et à son humanité. J'espère que je ne suis pas absolument seul dans mon cas et qu'un certain nombre de Juifs commencent à apercevoir, eux aussi, que le peuple juif risque de perdre son âme et son existence même en s'identifiant au capitalisme international et à l'adoration du dollar. Je souhaite aux juifs une patrie abritée et paisible et je saluerai avec eux le jour où ils pourront dire à nouveau ce qui est écrit dans la *Genèse* : « Tes serviteurs sont gardiens de petit bétail, c'est notre profession, comme c'était celle de nos pères ».

Rome et les Juifs

La tournure récemment prise par les relations israélo-arabes au Moyen-Orient vient rouvrir un débat vieux de 2000 ans et plus, et permet une fois encore à l'Histoire, par l'actualité même de ses recommencements, de commenter le présent.

Nous avons ici même (1) abordé le problème de l'antisémitisme dans la Rome impériale. Qu'on nous permette d'y revenir plus avant et d'examiner la situation des Juifs dans l'Empire romain et son évolution (2). Nous laisserons au lecteur le soin, chemin faisant, de déduire des analogies les réflexions qui s'imposent.



Il faut dès d'abord préciser deux points essentiels pour comprendre la nature des relations entre Juifs et Romains : l'importance numérique de la population juive d'une part ; l'omnipotence religieuse du monothéisme mosaïque dans la vie sociale, politique et même économique du peuple juif.

A en croire les historiens juifs eux-mêmes (3), c'est le surpeuplement de la Palestine qui provoqua, dans la plus large mesure, l'émigration massive de ses habitants. Quoi qu'il en soit, les estimations démographiques que nous pouvons formuler pour les débuts de notre ère sont éloquentes : la Palestine à elle seule ne comptait pas moins

de 5 millions de sémites ; en Egypte, ils représentaient 8 % de la population totale, avec une colonie d'1 million de ressortissants ; en Asie mineure et en Syrie le pourcentage fut certainement identique et, si l'on totalise le nombre des victimes de la guerre de 70 donné par Josèphe (4) pour 5 villes, on atteint les 50.000 ; à Cyrène, sous Sylla, les Juifs sont assez nombreux pour exterminer 220.000 Grecs (5) ; et à Chypre pour en tuer 240.000 sous Trajan (5) ; à Rome enfin, leur colonie compte, sous Tibère, environ 60.000 citoyens sur 500.000.

Si l'on ajoute à ces 7 à 8 millions de Juifs dans l'Empire romain (7 % de la population globale), les très importantes colonies sémites de Mésopotamie, de Médie, de Babylone, on comprendra la pression politique que subissait le pouvoir romain tant à l'intérieur de l'Empire (dans les villes surtout) qu'à ses frontières.

De cette pression et de ses conséquences politiques, de nombreux exemples pourraient être fournis : Claude renonce à expulser les Juifs de Rome à cause précisément de leur nombre ; Trajan doit envoyer une expédition pour moter les Juifs de Mésopotamie ; Pétrone, enfin, refuse d'appliquer les consignes de Caligula, de crainte d'un soulèvement général (6).

C'est qu'il y avait des raisons de craindre. Peuple séditieux (7), les Juifs furent assurément les seuls à être constamment en état de guerre durant la paix romaine. Nous avons déjà signalé la révolte de Cyrène sous Sylla. Ajoutons-y celles de Séleucie (sous Caligula), d'Alexandre (sous les Ptolémées, puis sous Caligula et Néron), de Palestine (en 70), de Cyrénaïque (peu après 70), de Palestine encore (sous Domitien), générale sous Domitien, Trajan et Hadrien, à Diocésarée (sous Constance), à Neapolis et à Césarée (sous Justinien). Cette liste de conflits, dont les moindres entraînaient plusieurs milliers de victimes, suffit à expliquer la circonspection forcée des Empereurs romains envers ce peuple envahissant et belliqueux.

Dès lors, ou ils les toléraient, ou ils les muselaient définitivement. Diverses tentatives furent effectuées dans ce dernier sens, et la plus célèbre fut certainement la guerre entreprise par Titus et Vespasien contre Jérusa-

lem et qui, selon Tacite, conduisit à l'extermination de 600.000 Juifs. Toutes cependant échouèrent car leur but n'était pas une quelconque « solution finale » : Rome ne fit toujours qu'intervenir dans des conflits locaux et il n'entraît dans ces opérations de maintien de l'ordre aucune intention systématique.

D'ailleurs la politique impériale fut constamment, nous allons le voir, orientée vers la tolérance la plus large.

*
**

L'autre caractéristique du peuple juif, nous l'avons dit, est son extraordinaire unité religieuse. Tout Juif, qu'il fût citoyen romain, esclave, pérégrin ou citoyen grec, était avant tout de confession mosaïque et comme tel sous la dépendance du pouvoir central de la Judée. Une seule catégorie de Juifs s'abandonnait au paganisme : les arrivistes, nous verrons pourquoi. Hormis ces brebis galeuses, la diaspora et Jérusalem formaient dans l'Empire romain la plus grande confrérie religieuse et la plus monolithique.

Le caractère intransigeant et tyrannique de la loi religieuse des Hébreux contribuait à cette unité, en même temps qu'elle plaçait, par force, les problèmes politiques sur le plan religieux.

Or c'est une des vertus cardinales de l'Antiquité que d'avoir connu la tolérance religieuse la plus totale, d'autant que les divinités païennes, gréco-romaines ou orientales, toléraient elles-mêmes la co-existence paisible de leurs cultes respectifs, voire même leur confusion qui aboutit, on le sait, à un vaste syncrétisme religieux méditerranéen.

Seul de tous, Iahvé était furieusement jaloux.

Que faire alors ? Persécuter ses adeptes, c'était aller à l'encontre de la tolérance générale, chose impensable à l'époque. Mais le tolérer, c'était tolérer son fanatisme. Et c'était surtout accorder, par le biais de privilèges (religieux aux yeux des Juifs mais souvent civils à ceux des Romains), de véritables privilèges politiques et sociaux. On ne pouvait, sans mauvaise foi, donner aux Juifs la

liberté de suivre les préceptes de leur religion sans fermer les yeux sur les infractions auxquelles leur observance donnait lieu.

L'exemple le plus évident est celui même du culte impérial. Les dieux païens ne s'offusquaient point du culte rendu à leur collègue terrestre. Jéhovah seul l'interdisait, et de la manière la plus absolue, comme une idolâtrie de la pire espèce. Aussi fallut-il rompre ou transiger. Les princes jaloux de leur divinité et soucieux de protéger un culte facteur d'unité tentèrent de faire plier la nation au « cou raide » : ce fut le cas d'Antiochus le Grand, de Séjan (qui se voyait déjà succédant à Tibère, et donc quasi dieu), de Caligula, de Domitien, d'Hadrien. Les autres préférèrent composer.

On accorda donc aux Juifs (de la Palestine et de la diaspora, il importe de le souligner), non point la dispense de tout devoir envers le Prince, mais la dispense des rites trop idolâtres. On vit alors apparaître, sous l'œil bienveillant des Césars, une savante casuistique où les docteurs de la loi s'évertuaient à démêler l'humain du divin. Ainsi rejetaient-ils, dans le titre officiel de l'Empereur, le qualificatif de « dieu », rejet qui eut été criminel de la part de tout autre sujet de l'Empire. Le serment de fidélité aux Césars est édulcoré. Les Juifs reçoivent le privilège de ne pas assister aux fêtes en l'honneur de l'Empereur, les spectacles et surtout les jeux de cirque leur étant interdit par leur religion. Les prières au *genius* impérial ne sont pas faites dans les temples impériaux mais dans les synagogues. Et encore prie-t-on simplement Jéhovah en faveur de l'Empereur...

Bien entendu ces autorisations légales d'enfreindre la loi furent multipliées par des législations successives pour permettre aux Juifs de concilier leur religion avec les nécessités sociales de l'époque. On alla même jusqu'à étendre ces dérogations aux Juifs citoyens romains.

La circoncision, interdite à quiconque, y compris aux peuples non-juifs qui la pratiquaient (Égyptiens par exemple), est tolérée aux Hébreux. Lors des distributions gratuites on pousse la sollicitude et le respect de la loi jusqu'à donner aux Juifs l'équivalent en argent des denrées

offertes, lorsque leur consommation est interdite par la loi mosaïque (huile païenne par exemple). Les livres saints sont considérés comme objets sacrés et leur profanation est punie par les sanctions du droit romain contre le sacrilège (8). Les Juifs sont dispensés de l'impôt pendant les années sabbatiques (9). Le transport de l'argent sacré (contribution annuelle de *tous* les Juifs pour le Temple de Jérusalem) est protégé. Leur droit de réunion ne fut jamais supprimé (10), sauf durant les périodes de sédition. La polygamie leur est tolérée.

Les privilèges sont parfois exorbitants : ainsi, en matière de sacrilège dans l'enceinte du Temple, le Sanhédrin, conseil juif politico-religieux, est seul à juger et peut condamner à mort le prévenu, même s'il s'agit d'un citoyen romain. Au reste les tribunaux juifs sont compétents en matière religieuse : on connaît la réponse de Ponce Pilate dans le procès de Jésus...

Enfin, pour achever cette curieuse intégration qui aboutit à un véritable statut d'exception, on dispensa les Juifs, à partir de Septime Sévère et de Caracalla, du serment païen exigé des fonctionnaires de l'Empire. Ce qui eut pour effet de supprimer les cas de paganisme chez les Hébreux, comme cela se produisait quelque fois auparavant pour les Juifs ambitieux : on trouvera donc très tôt de hauts fonctionnaires juifs dans l'Empire : sénateurs, préfets, procureurs, alabarques surtout.

On comprend combien il est difficile alors de parler d'antisémitisme dans l'Empire romain. Les seuls antisémites de l'époque sont les Grecs, furieux de voir accorder aux Juifs des privilèges qu'on leur refuse. Et plus particulièrement les Grecs d'Alexandrie (11) : Alexandre le Grand puis César avaient accordé, ce qui est déjà beaucoup, l'égalité des droits aux Juifs et aux Grecs. La politique, somme toute détestable à maints égards, d'Auguste permit aux Juifs de posséder un conseil municipal à eux (gérourzie) en même temps que le droit de cité, privilèges abolis par le gouverneur Flaccus (12) approuvé par Caligula, mais rétablis et confirmés par Claude et Vespasien. De sorte que, paradoxalement, les Juifs citoyens

alexandrins purent s'enorgueillir du titre de *Macédo- niens*...

L'égalité des droits sans celle des devoirs (dispense du culte impérial, etc.) ne pouvait que créer une injustice, et par là faire naître des causes de troubles. Alexandrie, deuxième ville de l'Empire, n'allait cesser de connaître la guerre civile. Les Juifs y habitaient deux quartiers sur cinq qu'Alexandre leur avait réservés, et se trouvaient également disséminés dans les trois autres. C'est dire combien l'intégration politique ne s'appuyait sur aucune donnée réelle. C'est aussi mieux comprendre pourquoi, depuis la fondation de la cité par Alexandre, la guerre de rues fut presque permanente. D'ailleurs, dans l'énumération des révoltes que nous esquissions plus haut, Alexandrie est le nom qui revient le plus souvent. Il ne pouvait y avoir dans l'Empire de troubles causés par les Juifs sans que les Alexandrins n'en profitent pour déchaîner leur fureur.

Cet antisémitisme, déjà justifié par l'injustice flagrante des conditions politiques des deux communautés, s'explique mieux encore quand on saura l'importance prise par les Juifs dans la vie économique et financière de la cité. Non contents d'avoir jeté leur dévolu sur la profession lucrative de *navicularii*, les armateurs de convois de blé étant à l'époque les véritables maîtres du commerce de l'Empire, ils monopolisaient également les grandes banques (13) et cumulaient cette profession avec celle d'alabarques (14), super-contrôleurs des impôts indirects de la riche province de l'Empire. A l'inégalité politique s'ajoutait par conséquent l'inégalité économique et sociale.

D'une manière générale d'ailleurs, et sans vouloir préjuger de la condition économique des Juifs en particulier, souvent fort précaire, on se rappellera la réflexion de Josèphe qui nous dit qu'après le pillage de Jérusalem et du Temple en 70, l'or perdit de moitié sur le marché international. Or le plus grand dépôt financier de l'Empire, le Temple, n'était-il pas, pour une bonne part, alimenté par les dons gracieux des grosses banques alexandrines (15) ?

Ces privilèges juifs, que Rome accorda et qu'elle obligea, par de constants abus de droit, les cités à accorder à leurs communautés juives respectives (16), ne pouvaient exister, paradoxalement, que dans un état tolérant et polythéiste. Une telle tolérance dépendait étroitement du paganisme d'Etat. Du jour où le christianisme lui succéda à l'Empire, chacun de ces privilèges fut rogné, puis aboli, et l'on vit même apparaître des privilèges négatifs.

C'est que les rapports s'étaient totalement modifiés : aux yeux de Rome le judaïsme n'était plus la croyance et les mœurs propres d'une nation d'abord alliée puis sujette, mais une doctrine religieuse qui, quoique semblable au christianisme, n'en est pas moins prohibée par celui-ci. Des dieux jaloux mais frères ne pouvaient faire bon ménage sans un mélange de vexations et de libéralités.

L'antisémitisme devient donc religion d'Etat et on s'acharna à donner aux Juifs une condition privilégiée certes, mais cette fois-ci inférieure. D'abord le culte juif, seul culte non-chrétien toléré, fut interdit à tout non-Juif. Ensuite tout Juif pratiquant le judaïsme fut écarté de toute fonction politique ou économique importante. Enfin les derniers sectaires eurent à subir diverses vexations : les réunions juives sont déclarées sacrilèges (17), la liberté est restreinte pour les cérémonies sémites (18), les mariages entre Juifs et chrétiens sont considérés comme adultères par Théodose et passibles de la peine de mort, les Juifs n'ont pas le droit d'avoir des esclaves chrétiens (les esclaves ont alors beau jeu de se convertir pour être affranchis !), l'asylie est supprimée pour les Juifs en 397, à partir de 438 (19) tous les Juifs sont exclus de la fonction publique (hormis pour les charges onéreuses... dont on leur fait même un monopole... tout en supprimant les privilèges y afférant). Tant et si bien que le résultat le plus probant de cette ségrégation religieuse sera de pousser les Juifs au commerce, et surtout au commerce international qui est celui qui subit le moins le fardeau des lois impériales.

Enfin l'Etat ferme complaisamment les yeux sur l'incendie des synagogues et sur les progroms qui commencent alors à apparaître. Déjà se préfigure pour les Juifs la longue nuit du Moyen-Age...



De ce qui précède il est permis de tirer quelques conclusions :

1° Contrairement à la légende l'Empire romain, aussi longtemps qu'il n'épousa pas le christianisme, ne fut pas antisémite. Aussi est-il plaisant de voir, de nos jours, le moindre plumitif de service étaler ses connaissances ou les ressources de son dictionnaire en rappelant, à propos des fluctuations politiques du Moyen-Orient, le grand précédent antisémite de la guerre de 70, qui marque de fait la fin de l'indépendance de la Judée, mais nullement celle de la liberté des Juifs eux-mêmes.

2° Hier comme aujourd'hui, que cela soit ou non prévu par les législations en vigueur, tout Juif demeure, où qu'il soit, citoyen de Judée. On le vit bien avec l'aide, illégale en droit romain, que les Juifs de la Diaspora apportèrent à Jérusalem lors de la guerre de 70.

3° Les privilèges accordés aux Juifs seront toujours des facteurs de désordre en provoquant une colère légitime de la part des non-privilégiés.

4° L'assimilation de la nation juive, même à un corps aussi vaste et aussi robuste que l'Empire romain, est stérile, voire dangereuse, car illusoire : les Césars ne purent assimiler qu'en favorisant, du fait même de la nature unique de cette nation politico-religieuse.

Mais toutes ces réflexions débordent du cadre purement antique pour entrer dans le domaine de l'évolution historique et politique. Il ne nous appartient pas de déboucher sur le présent, encore moins sur l'avenir. Notre propos était de rappeler la situation des Juifs au sein de l'Empire romain. Nous laissons à d'autres le soin de rechercher les analogies et, s'ils le désirent, d'en tirer des conclusions applicables à notre temps.

(1) Cf. *Défense de l'Occident*, 1966, n° 56, page 31.

(2) Quelques titres en guise de bibliographie générale de la question : EWALD, *Geschichte des Volkes Israel*, 3^e éd., 1864-70 ; GRAETZ, *Gesch. der Juden*, 1895-1910 ; HERZFELD, *Handelsgesch. der Juden im Altertum*, 1879 ; ISAAC, *Genèse de l'antisémitisme*, 1956 ; JONES, *The Herodes of Judaea* ; MORRISON, *Gli Ebrei sotto la dominazione romana*, 1911 ; NOTH, *Hist. d'Israël*, 1954 ; SCHURER, *Gesch. der Jud. Volkes* ; et surtout le travail remarquable de JUSTER, *Les Juifs dans l'Empire romain*, 1914, aisément accessible et où l'on retrouvera la plupart des ouvrages précédents.

(3) Philon, *De Vita Mos.*, 2, § 232.

(4) Josèphe, *De Bello Judaico*, 2, 18, 1.

(5) Dion, *Hist. romaine*, 68, 32.

(6) Philon, *Leg. ad Caium*, § 31.

(7) Nicolas de Damas, pourtant philosémite, le reconnaît même devant Auguste, cf. Josèphe, *B.J.*, 2, 6, 2, et *Antiquités judaïques*, 17, 11, 2.

(8) Edit. d'Auguste, dans Josèphe, *Ant.*, 16, 6, 2.

(9) Edit. de César, dans Josèphe, *Ant.*, 14, 10, 5-6.

(10) Pas même par Caligula.

(11) Une littérature abondante a été consacrée à cette question. On lira : BELL, *Jud. und Griechen im Röm. Alexandria*, in *Beihefte zum Alten Orient*, 1926, heft 9 ; BELL, *Jews and Christians in Egypt*, London, British Museum, 1924 ; BLUDAU, *Jud. in Alexandria* ; DOBSCHUTZ, *Jews and antisemites in ancient Alexandr.*, in *Am. Journ. of Theol.*, 8, 1904 ; PETRIE, *The status of the Jews in Egypt*, 1922 ; WILCKEN, *Alexandr. Gesandtschaften vor Kaiser Claudius*, in *Hermes*, 30, 1895.

(12) A qui Philon fit l'honneur de consacrer tout un ouvrage : le *Contra Flaccum*.

(13) Philon, *In Flacc.*, § 8.

(14) Josèphe, *Ant.*, 18-20.

(15) Josèphe, *B. J.*, 5, 5, 3 ; 2, 17, 3 ; 6, 5, 3.

(16) Cf. Josèphe, *Ant.*, 14, 10, 23 et 19, 5, 3. On ne verra jamais de cité accorder de dérogations aux Juifs sans y être contrainte par Rome.

(17) *Code Théod.*, 16, 8, 7.

(18) Justinien, *Novelle* 146.

(19) Théodose, *Novelle* 3.

Le courant national aux U.S.A.

Les émeutes de cet été aux U.S.A. ne vont faire que précipiter le mouvement qui s'est mis en marche, à savoir la remise en question du système bipartite. La différenciation difficile à faire pour un Européen entre Démocrate et Républicain, commence à s'estomper pour les Américains eux-mêmes pourtant solidement attachés au système du bipartisme, et à la relative simplification qu'il entraîne pour les opérations électorales. Le premier signe de ce mouvement avait été les élections américaines de 1968. Bouleversant la traditionnelle division entre républicains et démocrates, le « White Party of American » utilisant les initiales des candidats lance le slogan, aux élections primaires du Maryland : « White for Wallace, Blacke for Brewster » ; marquant ainsi que l'opposition républicain-démocrate passe au second plan. C'est essentiellement le problème noir qui sert de catalyseur à cette transformation ; le sud vote traditionnellement démocrate mais c'est également le lieu où l'opposition au noir est la plus consistante. Le sénateur démocrate du Mississippi, James Eastland, a par exemple fait l'objet de violentes critiques des musulmans noirs qui le considèrent comme « le plus blanc des diables blancs ». Tandis qu'un républicain comme Winthrop Rockefeller est un adversaire décidé de la ségrégation.

Jusqu'à 1964, la question noire qui divisait républicains et démocrates, laissait cependant la discipline des partis jouer sur les autres points. La désignation du sénateur de l'Arizona, Barry Goldwater et ses prises de positions franches et courageuses, allait brouiller les cartes traditionnelles. La désignation de Goldwater à San Francisco, comme candidat du parti républicain allait provoquer une série de prises de positions. Le sénateur républicain Keatings appelait les « républicains progressistes » à ne pas voter pour Goldwater. Un mouvement téléguidé par Mack, affairiste républicain bien connu, se constituait « le comité des républicains et des citoyens pour Johnson ». Dans les rangs de la haute finance « le Comité National indépendant pour le président Johnson et le sénateur Humphrey », informait les hommes d'affaires et les financiers américains que la haute finance misait sur Johnson. Ce « frontlash » des républicains en faveur de Johnson qui comptait d'après les statistiques, 27 % des électeurs républicains traditionnels se compliquait d'un « backlash » démocrate en faveur de Goldwater estimé à 30 %. A Augusta, en Georgie, se constituait un mouvement démocrate en faveur de Goldwater, tandis que l'Alabama, le Texas, la Floride, la Louisiane, les deux Carolines, le Mississippi et la Virginie, toutes traditionnellement démocrates passaient dans le camp Goldwateriste à l'appel du sénateur démocrate de Caroline du Sud, Strom Thurmond.

A la question de savoir s'il y a une place aux Etats-Unis pour un troisième grand parti, George Wallace, le gouverneur ségrégationniste de l'Alabama répond affirmativement et annonce son intention de constituer pour les élections de 1968 un troisième parti américain qui regrouperait toutes les formations nationales.

Ces formations nationales, le monde allait les découvrir lorsque le 16 juillet 1964, le sénateur Goldwater dans son discours d'acceptation à San Francisco affirmait : « Je vous rappelle que l'extrémisme, dans la défense de la liberté n'est pas un vice et la modération dans la poursuite de la justice n'est pas une vertu ». Cette déclaration venait après quatre jours de débat pendant les-

quels Barry Goldwater avait constamment refusé de condamner l'action de deux groupes extrémistes, la John Birch Society et le Klu Klux Klan. Une grande partie de la presse reproduisait une phrase écrite par le sénateur dans son livre « Conscience of a Conservative ». « Seule une philosophie qui tient compte des différences essentielles entre les hommes et qui prévoit en conséquence de développer les virtualités différentes de chaque homme, peut se dire en accord avec la nature ».

Goldwater apparaissait comme le candidat des mouvements extrémistes américains dont la John Birch Society est le prototype. Ainsi nommée en souvenir d'un missionnaire américain tué par les communistes chinois à la fin de la II^e guerre mondiale, le J.B.S. en laquelle Goldwater voit « une bonne association pour la lutte contre le communisme » subit périodiquement une violente campagne de presse menée contre elle par la presque totalité des grands journaux à l'exception l'important hebdomadaire « U.S. News ». Ses adhérents sont groupés en « chapitres » qui sont l'équivalent des cellules communistes. Mais l'activité de ses militants se bornent à inonder périodiquement la Maison blanche de pétitions réclamant la destitution d'un quelconque fonctionnaire suspecté de sympathies communistes. Les adhérents de la J.B.S. n'ont rien de commun avec les *minute-men* (ainsi nommés en souvenir des patriotes Sudistes qui devaient répondre instantanément à l'appel de leurs chefs) dirigés par De Pugh, et qui passent leurs week-end à s'entraîner à la contre-guerilla dans les collines de Californie. Les Birchistes sont de paisibles citoyens qui attachent une importance énorme à leur respectabilité. Cette respectabilité leur a assuré près d'un demi-million de membres et le cercle de leurs sympathisants est beaucoup plus large. La John Birch Society est dirigée depuis Belmont (Massachusetts) par le journaliste Robert Welch, aux côtés duquel on trouve des gens comme le colonel Laurence Bunker, Joseph Kamp et Samuel Blumenfeld auxquels se sont joints K. Hart et P. Oliver de la « Midwest Christian Patriots Convention » (St Louis) et Paul Talbert de la « Christian Nationalist Crusade ». Son jour-

nal « American Opinion » fait malheureusement montre d'une manque d'idéologie qui serait fatal à un parti européen. On y trouve les termes chers à tout Américain sain : la défense de la liberté et celle de la suprématie américaine dont l'« American way of life » est l'expression la plus concrète. Faisant montre d'un anticommunisme farouche dans le style qui fut celui de Joe Mac Carthy la J.B.S. épluche systématiquement les listes de nomination des fonctionnaires dans le but d'y dépister les personnes suspectes de sympathies communistes dont elle possède un fichier que l'on dit très à jour. La J.B.S. fait campagne pour le retrait des U.S.A. de l'O.N.U., et soutient activement l'Afrique du Sud, les possessions portugaises d'Afrique et la Corée du Sud.

Une des filiales de la J.B.S. — le Comité contre la présence de produits communistes sur le marché américain — veille au respect du boycottage économique des pays communistes. Généreusement soutenue au point de vue financier par des gens comme le milliardaire texan Hunt, la J.B.S. est assez riche pour acheter des kilomètres de panneaux publicitaires le long des routes où s'étale sa propagande. Elle possède sa propre maison d'édition la « Western Islands Pub. Co » de laquelle dépend la « conservative book club ». La J.B.S. est le type même de l'organisation anticommuniste américaine, essentiellement fondée sur un conservatisme isolationniste ; elle traduit en fait la réaction saine de gens qui pensent que l'« American way of life » passe par l'anticommunisme, mais qui seraient à jamais incapables d'être plus que de simples patriotes anticommunistes. L'anticommunisme de la J.B.S. doit être compris comme un corollaire et une conséquence directe du conservatisme qui l'anime par priorité. Par sa structure et son esprit la John Birch Society est plus proche d'un groupe de pression que du parti de militants tel qu'on le conçoit en Europe.

Si la John Birch Society est l'exemple même du mouvement conservateur, elle est loin d'être la seule formation de ce type. De nombreux mouvements semblables par l'esprit et la structure à la J.B.S. existent aux Etats-Unis. Leur terrain privilégié est essentiellement l'Ouest

et le Middle West, en particulier la Californie, le Texas, l'Arizona et le Wisconsin.

On peut citer la « National Indignation Convention » fondée à Dallas par Frank Mac Ghee, le « Christian Nationalist Crusade » de G.L.K. Smith, la « Conservative Society of America » de K. Courtney. Ces formations sont essentiellement conservatrices et ont en commun une base idéologique pratiquement inexistante et en tout cas rudimentaire, des ressources financières énormes, corollaires du conservatisme (plusieurs de ces formations sont assez puissantes pour acheter des programmes de publicité à la télévision qui leur servent de plate-forme de propagande). Parmi elles se distingue la « Christian anticommunist Crusade ». Fondée par l'Australien Fred Schwartz, cette formation bien qu'essentiellement conservatrice se distingue par une doctrine plus définie due essentiellement aux travaux du révérend Gordon Winrod. Mélange d'activisme chrétien et d'intégrisme la C.A.C. prétend opposer le christianisme comme rempart à l'infiltration communiste. Ce qui révèle une certaine naïveté lorsqu'on sait que le « conseil fédéral des Eglises » dirigé par Edwin Dahlberg appuie fermement l'intégration raciale, pour ne parler que de l'Eglise catholique (un homme comme le Cardinal Spellman qui représente le vrai catholicisme étant malheureusement isolé). Aux côtés de Fred Schwartz on trouve James Hargis et le révérend F. Polito. La « Christian anticommunist Crusade » est doublée d'un second mouvement destiné à en réunir les jeunes adhérents l'« American gentile Youth Movement » qui se distingue déjà de la C.A.C. par son radicalisme.

**

A côté des formations conservatrices, on trouve les mouvements inspirés par le Sud qui tendent essentiellement à s'opposer à la montée des noirs.

Le plus connus de ces groupements est évidemment le Klu Klux Klan. Issu des « know nothing » groupe essentiellement xénophobe du XIX^e siècle et de l'« American Protective Association » qui s'opposait aux catho-

liques accusés d'être une puissance internationaliste aux ordres de la curie romaine, le Klu Klux Klan se crée à Pulaski (Tennessee) en 1866 pour « préserver le maintien de la suprématie blanche dans les Etats à esclaves ». Son action se dirige essentiellement contre les noirs, mais aussi contre les juifs et les catholiques. Défenseur du WASP (white anglo saxon protestant) les armes du K.K.K. sont les cagoules et les croix en flammes qui frappent profondément l'âme craintive du noir empreinte de superstition ancestrale. Le Klan renaît après la première guerre mondiale, en Georgie, ressuscité par Joseph Simons qui précise que le Klan « s'engage, en tant que société de blancs, au maintien perpétuel de la suprématie de la race blanche ». Rassemblant quelques dizaines de milliers de membres, le Klan a cependant des possibilités limitées ainsi que le dit André Siegfried « Le Klu Klux Klan est surtout vivace quand les groupes exotiques ne sont pas trop nombreux, dans les grandes villes bariolées comme New-York ou Boston, il n'arrive pas à être une puissance. Il en est une au contraire dans certaines zones restées très américaines, qui sont en état de réagir utilement contre les infiltrations étrangères ». Ces dernières années le Klan avait survécu plutôt qu'il n'avait vécu. La violence des émeutes déclenchées par les noirs au cours de cet été, la mise en application du programme d'intégration raciale dans les écoles sur une grande échelle, ont provoqué sa réapparition. Une manifestation d'émeutiers noirs à Bogatalusa a été dispersée par plusieurs centaines d'hommes du Klan en cagoules. Un rapport du F.B.I. laisse voir que le Klan a gagné une dizaine de milliers de nouveaux adhérents dans le Sud et que son influence s'étend notablement au Nord. Cité devant la chambre des activités antiaméricaines, le « grand Dragon » du Klan a démontré que le K.K.K. n'avait rien de clandestin puisqu'il occupe à Tuscaloasa un immeuble officiel. Sa manifestation la plus inattendue s'est produite lors de son apparition... en Grande-Bretagne, où l'on a vu à Birmingham une croix en fer (symbole du Klan) en réponse à la création sur le sol britannique d'un

mouvement de musulmans noirs dirigé par Michael de Freitas.

Si le Klu Klux Klan est le plus connu des groupements qui prônent la supériorité des blancs, il n'en est pas pour autant le plus important, ou le plus influent.

Le même problème qui a bouleversé la carte politique traditionnelle a joué.

La prise de contact des nordistes avec la réalité noire, à la faveur de l'exode des noirs du Sud vers le Nord attirés par les hauts salaires du Nord industriel. Si les entrepreneurs nordistes ont vu d'un bon œil cet apport de main-d'œuvre non qualifiée, qui est celle dont le Nord manque le plus, ils n'ont pas tardé à se demander si l'apport économique bienfaisant que constitue cette main-d'œuvre compensait la criminalité et l'atmosphère qui s'instauraient dans les quartiers attribués aux noirs. Jusqu'alors les manifestations revendicatrices des noirs avaient essentiellement eu lieu au Sud épargnant le Nord où les rares noirs avaient un niveau de vie très correct (il ne faut jamais oublier que le niveau de vie moyen du noir américain est égal à une fois et demi celui du Français). L'explosion de Harlem et les scènes auxquelles cette explosion donna naissance effrayèrent la population blanche qui ne connaissait les désordres noirs du Sud qu'au moyen de ses journaux. Les désordres de l'Eté dernier, qui se sont produits essentiellement au Nord (Détroit), en attendant qu'ils gagnent Washington (où 63 % de la population est noire), ont mis à l'ordre du jour les groupements d'autodéfense montés par les différentes communautés blanches en contact avec les quartiers noirs. Ces groupements doublent la police qui est débordée par une criminalité monstre et la circulation automobile la plus importante du monde. Les rues des grandes villes sont impraticables le soir pour les femmes et même pour les hommes seuls. Il faut avoir vu le climat qui règne chez les blancs qui habitent à la limite des quartiers noirs pour comprendre la gravité de la situation.

Ces groupements sont en général axés autour d'une communauté précise comme les Italo-Américains de la « petite Sicile », les Polonais de Chicago ou les Israélites

du Bronx qui sont paradoxalement les plus visés par les provocations racistes des noirs et qui ont énergiquement répliqué. Le terrain s'y prêtant de nombreuses organisations racistes se sont créées ou se sont développées. Et ceci à un point tel que le Gouvernement fédéral a débloqué de très importants crédits pour lutter à la Télévision (privée) contre les groupes extrémistes. Washington est même allé jusqu'à nommer une commission pour déterminer les moyens les plus efficaces de lutter contre cette extraordinaire prolifération (qui serait certainement d'augmenter les forces de protection des quartiers blancs ou du moins de les mieux répartir, sinon au rythme auquel les blancs achètent des armes la prochaine émeute des noirs risque de tourner à la guerre civile!). Parmi ces centaines d'associations locales, des formations à l'échelle nationale se détachent : la « White circle League », le « National segregation party » et le « White party of American » ainsi que l'association « Save our Nation ». A côté de ces formations, groupes purement politique ou milice d'autodéfense, on trouve une foule de groupes créés en vue d'activités aussi différentes que le sport ou la musique, ou des clubs suivant le goût anglo-saxon, où les blancs peuvent se retrouver ou se livrer à leurs activités sans être intégrés de force par des métèques.

*
**

Aux vieilles organisations sudistes qui assimilaient défense de la race blanche et xénophobie, s'ajoute aujourd'hui le produit de la réaction des blancs (souvent de condition modeste) au déferlement des nègres sur les villes américaines. La plupart des gens qui adhèrent à de tels groupements se retrouvent dans les « white citizens councils » (conseils de citoyens blancs) qui regroupent et coordonnent à l'intérieur de chaque municipalité ceux qui s'opposent à la montée des noirs. C'est à partir de ces *white citizens councils* dont la puissance commence à se faire sentir aux U.S.A. que le Gouverneur Wallace espère organiser une troisième force politique américaine.

Les *white citizens councils* contrôlent à travers les « chambres de commerce du Sud » une grande partie des entreprises industrielles du Sud où la désagrégation n'a pas pu être imposée par Washington. Les W.C.C. traduisent la forme de résistance que le Sud adopte en face des interventions pour le moins singulières du gouvernement fédéral. Ainsi les blancs Joseph Sims et Cecil Meyers, accusés d'avoir tué le noir Penn ont été acquittés par le jury de Danielsville et à la sortie de la salle du Tribunal, la foule nombreuse leur a crié sa solidarité. Il faut en effet savoir que le délit de meurtre n'est pas un délit fédéral et son appréciation relève pleinement de l'appréciation du jury local, fortement influencé dans les villes du Sud par les *white citizens councils*. Telle est la situation à laquelle Washington aboutit en bouleversant des structures centenaires qui avaient fait leur preuve et cela dans le but de complaire à la conscience universelle (qui s'est peu émue des massacres de Budapest) et aux exotiques de l'O.N.U.

C'est le journal des « White citizens councils » the « citizen » dirigé par Richard D. Morpheu qui soutient la campagne de Wallace pour la constitution d'une troisième force politique. Le débordement des W.C.C. au Nord, à la faveur des émeutes continuelles annoncées par les dirigeants noirs renforcera l'idée de la création d'un tel parti qui semble réellement d'actualité puisque Gerald Ford qui dirige à la chambre des représentants la minorité républicaine, a déclaré qu'il n'était pas impossible qu'une coalition conservatrice que regrouperait les démocrates du Sud et les néo-conservateurs du type Reagan, se forme avant 1968 (année des élections présidentielles). Dans cet ordre d'idée il faut noter que Dean Paul Adams, candidat à New-York des « conservative party » a obtenu aux dernières élections 500.000 voix soit, 15.000 de plus que n'en a compté dans la capitale du libéralisme, le candidat libéral Franklin Roosevelt. Les *white citizens councils* disposent à côté du « citizien » d'un grand nombre de journaux locaux tel la « white sentinel » de Fort Lauderdale (Floride).

Le mouvement d'émeutes déclenché par les noirs pour-

rait modifier profondément les données traditionnelles du bipartisme américain et cela d'une manière définitive, permettant ainsi la montée d'une force plus franchement nationale et même nationaliste que ne l'est le parti républicain, même dans son aile la plus radicale.

Ce mouvement se double d'un courant de pensée favorable à l'eugénisme. Introduit aux U.S.A. par Francis Galton l'eugénisme connaît actuellement un grand engouement, encouragé par les conclusions pessimistes des professeurs Rass et Baber : « Le vieil élément anglo-saxon diminue aussi bien absolument que relativement. Dans un siècle il est probable qu'il ne constituera plus qu'un facteur négligeable du peuple américain ». Ce mouvement formule 3 propositions : descendance accrue pour les personnes supérieures, descendance diminuée pour les personnes inférieures, et suppression de la descendance pour les personnes les plus inférieures. Ce mouvement est certes ancien : loi de 1911 dans le Nevada, prévoyant la stérilisation des assassins et depuis 1907, 23 Etats ont voté des lois prévoyant la stérilisation des individus dégénérés. Les eugénistes veulent promouvoir la stérilisation en vue de l'élimination radicale des parents potentiels d'une progéniture inadéquate. Les derniers développements de l'eugénisme aux U.S.A. se place dans le contexte de la survie de la race blanche et du maintien de sa suprématie sur les colères. C'est dans cette optique que se placent les deux plus importantes associations d'eugénisme, dont les liens avec les mouvements patriotiques sont établis : l' « American eugenics party » et le « Sam Adams comittee of public safety ».

*
**

Le point capital de la politique intérieure américaine est la forme fédéraliste de l'Etat. La protection des Etats membres se traduit dans la constitution fédérale par une stricte application du principe de la séparation des pouvoirs. Les textes constitutionnels américains prévoient d'une manière très précise la répartition du domaine législatif des Etats et de celui du gouvernement fédéral.

Or
plu
Et
les
de
pe
leu
des
les
équ
dép
Eta
dou
gou
Eta
son
Eta
ces
Ces
Gol
« A
enga
rem
l'usu
trop
relat
seme
scola
siten
d'écc
de le
intég
souvr
mépr
10.00
Rock
que
les bl
Etats
Gouv

Or, les Américains assistent à une emprise de plus en plus sensible de Washington sur les prérogatives des Etats. Pour cela, la méthode intervention fédérale dans les affaires des Etats se traduit par la proposition à ces derniers de « fonds de soutien » que les dirigeants locaux peuvent difficilement refuser sans perdre la face devant leurs électeurs. Or ces fonds sont mis à la disposition des Etats en vue de réaliser des programmes définis par les autorités fédérales. L'aide du gouvernement fédéral équivalant en règle générale à la moitié du montant des dépenses, cela revient en fait à faire financer par les Etats une partie des projets fédéraux. Cette méthode se double d'une menace latente d'intervention directe du gouvernement fédéral, en cas de mauvaise volonté des Etats ; c'est une menace non déguisée que profère M. Larson en déclarant : « Lorsque nous parlons des Droits des Etats nous ne devrions jamais oublier d'ajouter qu'à ces droits correspondent les responsabilités des Etats ». Ces interventions sont si fréquentes que le Sénateur Goldwater les a publiquement dénoncées en déclarant : « Aujourd'hui aucun de nos deux partis ne respecte ses engagements envers le principe des Droits des Etats, le rempart le plus important que nous puissions opposer à l'usurpation de nos libertés par un gouvernement hypertrophié ». Il faut en effet savoir que les projets fédéraux relatifs à l'éducation, que Washington finance généreusement, contiennent tous une clause relative à l'intégration scolaire, et pour la respecter les autorités fédérales n'hésitent pas à obliger de jeunes élèves blancs à changer d'école pour se rendre dans un lieu parfois fort éloigné de leurs domiciles, mais où une école noire a demandé à intégrer des blancs ! L'action gouvernementale atteint souvent des extrêmes, ainsi l'épisode bien connu, où au mépris du droit et de la loi, Eisenhower envoie en 1957, 10.000 hommes de la 101^e division aéroportée à Little Rock, pour imposer l'intégration raciale dans les écoles que refusait le Gouverneur Fairbus et derrière lui tous les blancs de l'Arkansas. De telles violations du droit des Etats se produisent en 1959, en Arkansas encore où le Gouverneur Patterson suit la ligne définie par Fairbus,

en 1961, c'est à Montgomery, en 1962 à la Nouvelle Orléans. En 1963, au Mississippi, 25.000 fédéraux quadrilèrent l'Etat pour permettre à James Meredith d'assister aux cours de l'Université d'Etat.

Contre une telle attitude du gouvernement fédéral, les blancs se sont organisés et regroupés au sein du « National States right party » (parti National du droit des Etats).

Présent dans plus de trente Etats, ce parti réclame le respect par le gouvernement de Washington, de la constitution fédérale et l'absence de toute pression fédérale sur les Etats en ce qui concerne leur domaine réservé. Son journal le « Thunderbolt » édité à Birmingham (Alabama) fait montre d'une idéologie beaucoup plus ferme et d'un radicalisme certain. La N.S.R.P. est dirigée par Hayward O. Nelson, le docteur Ed. Fields, John Kasper, l'avocat J.-B. Stoner et le révérend Connie Lynch qui est le lien avec les milieux protestants. Contrairement à la plupart des formations nationales américaines pour lesquelles nationalisme et isolationnisme vont de pair, le N.S.R.P. s'intéresse vivement aux autres mouvements nationaux du monde libre.

*
**

Les formations purement idéologiques existent également aux Etats-Unis. Si l'on excepte les nazis U.S. qui ont attiré sur eux les regards du Monde lors de la mort violente de leur chef Lincoln Rockwell, à propos duquel de nombreuses personnalités nationalistes se sont demandées s'il était un provocateur ou un cas purement pathologique, et quelques groupes trop souvent folkloriques, comme la secte des Odinistes, les groupes idéologiques intéressants sont relativement peu nombreux. La « National renaissance party » (parti de la renaissance nationale) dirigé depuis New-York par James Madole, est dans la ligne des nationalistes européens. Les revues qu'il édite « the National Bulletin » et le « Nationalisme américain » témoignent d'une idéologie qui doit beaucoup à Francis

Parker Yockey, théoricien américain qui est généralement considéré comme le continuateur de Spengler et de son « déclin de l'Occident ». « La « National renaissance party » est favorable à la formation d'un bloc européen nationaliste, allié naturel de l'Amérique au sein d'une intégration Occidentale : « Le nationalisme du XIX^e est mort spirituellement parce que l'Europe est arrivée, dans son développement culturel, au stade de l'impérium. Le potentiel de chacune des vieilles nations occidentales a été détruit. Aucune n'a de ressources suffisantes pour s'engager seule dans la politique mondiale. Elles doivent choisir entre la dépendance collective ou la réalisation d'une unité de culture, d'Etat, de nation, de race et de peuple. Cette idée coupe net aux vieilles divisions nationales de l'Occident. C'est l'âme, la mission et l'éthique d'une nation nouvelle » (F.-P. Yockey « impérium » (1948). Une telle rigueur idéologique se retrouve à la « National Review » dirigée par W. Buckley, Th. Molnar et le sociologue James Burnham, auteur de l'excellent « l'ère des organisateurs ». Ces personnalités appuient l'action que mènent les Y.A.F. (Young American for freedom) dirigée par Tony Huston, au sein de l'Université contre la National Student Association dirigée par Gene Groves, qui prône le retrait du Vietnam. 25.000 jeunes Américains ont adhéré aux Y.A.F. tandis que d'après un rapport de l'Educational testing service of Princeton « New Jersey), les « gauchistes » étudiants représentent 1 % du nombre total des universitaires, ainsi par exemple sur les 26.063 étudiants de Berkeley que d'aucun ont prétendu être la Mecque de la nouvelle gauche étudiante américaine 231 élèves, en majorité noirs, sont inscrits au mouvement pour la paix au Vietnam.

A côté des formations proprement politiques on trouve des groupes, à l'échelle américaine, qui s'occupent souvent avec le concours de professeurs d'universités, de recherche anthropologique ou plus simplement de recherche idéologique ; la plus connue et la plus importante de ces formations est celle qui s'est groupée autour de la revue « Western destiny » qui était dirigée jusqu'à sa mort par Byram Campbell.

Le courant de pensée national aux Etats-Unis est puissant, organisé, efficace mais trop souvent conservateur et isolationniste. Mises à part de rares formations, bien peu comprennent la nécessité de hisser le combat au niveau de l'Occident, le seul moyen de triompher d'une subversion omniprésente est de la contrer où qu'elle ne se manifeste ; la victoire de l'Occident passe par la défense de l'Occident partout où il se bat.

Serge WOLMER.

L
E
rat
« t
SS,
de
Soc
Tou
mo
fur
Mo
cin
S.
de
soc
gen
du
ant
E
ava
Bre
ter
« E
la l
pre
la
env
pou

L'opposition nationale britannique

En Grande-Bretagne, il n'y a pas eu, ou très peu, d'épuration physique. La Justice se contenta de frapper les « traîtres », tels que ceux qui s'étaient engagés dans la SS, ou tels que William Joyce, ancien compagnon de route de Sir Oswald Mosley qui, après avoir fondé la « National Socialist League » s'était mis au service du Dr Goebbels. Tous les autres chefs du fascisme furent libres de leurs mouvements. Incarcérés à « titre préventif » en 1939, ils furent relâchés avant même la fin de la guerre. Sir Oswald Mosley fut libéré en 1943, sur la demande de ses médecins. Quelques mois plus tard, c'était le tour de Arnold S. Leese, fondateur de l'« Imperial Fascist League » ; de l'Admiral-Sir Barry Domville, fondateur de la « Link », société d'amitié germano-britannique où s'étaient étrangement côtoyés nationaux-socialistes et pacifistes ; enfin du Captain Ramsay, député Tory et Président du très antisémite « Right Club ».

Bien d'autres facistes ne furent pas inquiétés, ceux qui avaient pris position pour l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne contre les puissances de l'Axe. Arthur K. Chesterton, ancien biographe de Mosley qui, au sein de la « British Union of Fascists » avait été le chef de file de la Droite patriotique, s'était engagé dans l'Armée dès les premiers mois de 1939, refusant de suivre Mosley dans la voie du pacifisme. Par ironie du sort, il avait été envoyé en Abyssinie, combattre les soldats de Mussolini pour lequel il avait eu une très profonde admiration.

Bien d'autres mosleyistes, faisant passer leurs sentiments patriotiques avant leurs convictions idéologiques, firent de même. Le Major-General Richard Hilton qui avait été lié à la B.U.F., accomplit sans hésitation son devoir militaire et commanda les troupes anglaises en Norvège. Il faut mentionner également tous ceux qui, emprisonnés en 1939, furent libérés dès 1940 en échange d'un engagement dans les forces armées.

Mais tous ces chefs ou militants fascistes, quelqueait été leur choix devant la seconde guerre mondiale, furent sans aucun doute un élément de sclérose. En 1945, il existait en Angleterre un néo-fascisme numériquement faible mais beaucoup plus vivace que partout ailleurs et cette existence allait influencer dans un sens bien précis le renouveau du sentiment national.

Le néo-Mosleyisme.

Les partisans d'Oswald E. Mosley avaient, dès 1946, repris le combat. Ils étaient dispersés dans une multitude de groupuscules, parmi lesquels la « British League of ex-service-men and women » de l'ancien Blackshirt Edward Jeffrey Hamm. Mosley, quant à lui, n'avait pas encore repris une vie politique active ; il dirigeait un Club d'édition, destiné à diffuser ses écrits, notamment le livre qu'il avait écrit en 1947 sous le titre : *The Alternative*. Cet ouvrage marquait une volonté très nette de reconversion. Mosley, sans renier son passé, prenait cependant ses distances à l'égard du fascisme considéré comme un phénomène d'avant-guerre et inadapté au nouveau contexte politique ; il s'affirmait partisan d'une Nation européenne indépendante des Etats-Unis et de l'Union Soviétique.

La plupart de ses anciens camarades, et tout particulièrement le fidèle Hamm, le pressèrent de créer une nouvelle organisation susceptible de refaire l'unité des derniers partisans. Il hésita beaucoup, semble-t-il, avant de se relancer dans la bataille. Il accepta finalement en 1948, en créant l'« Union Movement ». En 1953, lors des élections générales, les candidats du Mouvement ne dépass-

sèrent pas 2 ou 3 % des voix. Mais Mosley ne se découragea pas pour autant. Aux élections suivantes il décida de descendre en personne dans l'arène politique. Il choisit la circonscription de North Kensington à Londres où avaient éclaté des troubles raciaux entre Blancs et gens de couleur. Il eut 8,1 % des voix ; ce résultat était fort honorable mais il espérait sans doute beaucoup plus. Déçu, il essaya de prendre des initiatives européennes.

En mars 1962, il organisa avec Adolf Von Thadden, alors leader du « Deutsches Reich Partei », avec Jean Thiriart de « Jeune Europe » et avec le « Mouvement Social Italien », la conférence dite de Venise au cours de laquelle fut constituée une organisation mort-née : le « Parti National-Européen ». De retour en Grande-Bretagne, il essaya sans beaucoup de succès de relancer l'« Union Movement ». Un meeting fut organisé à Trafalgar Square, d'abord chahuté par les communistes, puis « cassé » par la Police.

Mosley s'installa alors en France, dans son château d'Orsay, laissant à ses adjoints le soin de diriger le mouvement. Ayant interrompu son « flirt » avec Thiriart, il tenta de multiplier ses contacts européens, faisant parvenir à des militants nationaux de divers pays, les « éditoriaux » de son journal *Action*, traduits en allemand ou en italien. N'ayant pas renoncé à un rôle dans la vie politique anglaise, il attend qu'une crise économique vienne frapper l'Angleterre et provoque un puissant mécontentement susceptible de favoriser son retour politique. Pendant que le Chef attend son heure, les militants ont continué la lutte. Les élections auxquelles Mosley participe toujours, apportent régulièrement des petits « succès » (6, 7, 8 % des voix) sans pour autant redonner au mouvement son dynamisme d'autrefois (1).

Les Loyalistes de l'Empire Britannique.

Un autre groupe issu du Mosleyisme naquit en 1953 : la « League of Empire Loyalists », fondée par A.K. Chesterton. Celui-ci avait collaboré après la guerre à une petite revue éphémère, puis avait créé son propre journal,

Candour (en français, « Bonne Foi », « Franchise »). La Ligue fut constituée avec des anciens de la « British Union », dont William E.A. Chambers-Hunter et le Major-General Hilton, mais surtout avec des conservateurs opposés à la politique de décolonisation du parti Tory. Des notables avaient donné leur accord : le Comte de Buchan, le Field-Marschal Ironside, le Lt-General Balfour Hutchison. Chesterton avait alors dans les milieux réactionnaires un certain prestige en raison de son attitude pendant la guerre. Il était le fasciste revenu dans le droit chemin. Le LEL s'organisa sous la direction effective de William A. Brooks, de D.S. Harris et de Madame Von Goetz.

Rupture avec les Conservateurs.

Dès 1958, le succès de ses actions publiques avaient fait bénéficier la Ligue d'une importante publicité. De nouveaux conservateurs rallièrent alors le mouvement qui apparaissait de plus en plus comme l'aile droite du parti Tory. Mais au congrès de Blackpool, en 1958, une cassure se produisit entre le Parti et la Ligue. Celle-ci, très rapidement, perdit sa « respectabilité » et déclina considérablement. Certains adhérents se rallièrent à Edward D. Martell, fondateur d'une sorte de franc-maçonnerie réactionnaire, le « Freedom Group » aujourd'hui disparu. D'autres départs eurent lieu ; pour des raisons diverses, notamment celui du Major-General Hilton qui créa le « Patriotic Party » avec un autre militaire, éditeur d'une revue intégriste, le Major Braybrooke.

Un autre coup dur fut porté à la Ligue par la mort de son mécène, un industriel britannique installé au Chili. Celui-ci avait donné près d'un million de francs aux loyalistes et avait fait de Chesterton son héritier ; sa fortune était évaluée à plus de deux milliards de francs. Mais juste avant de mourir, il modifia son testament, si bien que la LEL ne toucha pas un penny. *Candour* poursuivit sa parution mais le mouvement déclina. Récemment la fusion au sein du « National Front » a redonné un semblant de vie à la Ligue (2). Nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser.

Un faux prophète.

A sa sortie de prison, Arnold S. Leese avait publié un livre véhément, *The Jewish War of Survival* dans lequel il avait repris les vieux thèmes antisémistes de l'« Imperial Fascist League ». Il se posa, dès 1945, en prophète d'une renaissance nationale-socialiste en Grande-Bretagne. Il n'entreprit pas cependant d'action politique directe, sachant que sa génération était brûlée. Il fit paraître un petit journal, intitulé *The Gothic Ripples*, organe d'un prétendu « Anti-Jewish Information Bureau ». Ce journal parut régulièrement jusqu'à sa mort en 1956. Mais avant de quitter ce monde, il avait cherché un disciple et l'avait trouvé en la personne d'un jeune étudiant de Cambridge, John Colin Campbell Jordan. Il s'occupa de lui, le forma à ses idées. Jordan milita un peu partout, y compris au sein de la LEL, puis s'installa à Londres dans la maison de Madame Veuve Leese, au nord de Holland Park, où il créa la « White Defense League ».

Les troubles raciaux de 1958.

C'était l'époque de l'arrivée massive des jamaïcains, pakistanais et indiens. La population londonienne les accueillait avec hostilité; Jordan essaya d'en tirer profit. Il publia un petit bulletin, *Black and White News* qu'édita l'un de ses amis d'alors, Anthony Gittens, co-directeur de la « Britons Publishing Society » (3). Mais la concurrence était importante. Oswald Mosley, nous l'avons vu, s'était présenté aux élections dans ce coin de Londres. La « League of Empire Loyalists » n'était pas non plus inactive. Un autre mouvement enfin se développait, le « National Labour Party » de John Bean et de John Tyndall. Bean avait fait ses débuts politiques à l'« Union Movement », puis à la LEL. En 1958, il avait fini par créer son NLP et avait lancé son journal *Combat*. Le mouvement, malgré sa faiblesse numérique, apparaissait déjà comme une force sérieuse. Aux élections de 1959, Bean décida de

présenter un candidat dans la circonscription très gauchisante de Saint-Pancras-Nord. Un dénommé Webster fut désigné pour défendre les couleurs du parti. Il obtint 4,1 % des voix et démissionna aussitôt. Bean trouva ce résultat positif, arguant que les communistes n'avaient obtenu que 3 % des voix. Mais la malchance intervint. Le Labour Party porta plainte contre le National Labour Party pour utilisation de nom et obtint gain de cause auprès des tribunaux.

John Bean essaya alors de tenter un regroupement des éléments nationalistes de la banlieue londonienne. Avec l'appui d'un ancien député conservateur acquis au nationalisme radical, Andrew Fontaine, il s'allia avec Jordan pour constituer en février 1960 le « British National Party ». Madame Leese offrit au nouveau mouvement de s'installer dans les locaux qu'avait occupés jusqu'à présent la « White Defense League ». *Combat* devint l'organe officiel du BNP.

Scission au sein du « British National Party ».

Dès sa création, le nouveau parti fit preuve de beaucoup de dynamisme. En 1961, lors des élections générales, trois candidats furent présentés qui obtinrent chacun près de 10 % des voix. Mais deux courants apparurent au sein du parti, de plus en plus distincts : L'un, purement nationaliste et racialisé, animé par John Bean et Andrew Fontaine ; l'autre nettement imprégné de nazisme, animé par Colin Jordan et John Tyndall. La rupture éclata à propos d'une organisation paramilitaire, constituée parallèlement au Parti, le « Spearhead » (« Fer de Lance ») dont les activités finirent par effaroucher Fontaine. Bean qui, par ailleurs, désapprouvait les positions de Jordan, décida d'exclure celui-ci. La rupture eut lieu en février 1962 lors de la réunion des responsables nationaux du BNP. Sept membres approuvèrent l'initiative de Bean ; les six autres se solidariserent de Jordan. La veuve de Leese qui était de ceux-ci fit savoir que maison ne pourrait plus abriter le BNP puisque Jordan en avait été exclu.

Le nouveau BNP.

Le « British National Party » s'installa donc ailleurs et se réorganisa. Fountaine demeura président, tandis que Bean prenait la place occupée jusqu'alors par Jordan, le secrétariat national à l'organisation. La plupart des adhérents et des cadres, à l'exception de quelques-uns, restèrent au sein du parti dont *Combat* demeurait l'organe officiel. Aux élections générales de 1964, John Bean obtint 9 % des voix de la circonscription de Southall (Middlesex). Il serait trop long de faire ici l'histoire du parti jusqu'en 1967. Des difficultés sérieuses furent rencontrées en chemin, toujours surmontées avec plus ou moins de succès. Le secrétariat du mouvement fut confié à un nouveau venu, Philip Mawxell. L'affaire rhodésienne apporta au parti un nouveau thème de propagande et un renforcement de ses effectifs militants (4).

Le « National Socialist Movement ».

Pendant ce temps, Colin Jordan essaya de trouver de nouveaux partisans. Soutenu par Madame Leese, par Denis Pirie et surtout par John Tyndall, il attira sur lui l'attention de la grande presse. Ce fut d'abord, en juillet 62, à Trafalgar Square, un meeting organisé sur le thème de la libération de l'Angleterre du « contrôle juif ». Ce fut en août de la même année la venue en Angleterre de George Lincoln Rockwell, leader de l'« American Nazi Party » qui constitua avec Jordan la « World Union of National-Socialists ». Ce fut enfin, le 20 avril 1963, jour anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler, la constitution du « National Socialist Movement ». Celui-ci recueillit alors des adhésions beaucoup plus nombreuses qu'on a pu le croire. Sans le vouloir, les antifascistes avaient fait une puissante publicité à ces néo-nazis.

Les peines de prison affaiblirent très vite le mouvement, en provoquant des heurts internes. Ian Kerr-Ritchie, un ancien combattant de la Royal Navy, titulaire de la

« Croix de Guerre » française, fut exclu pour avoir tenté, en l'absence de Jordan, de prendre la direction de l'organisation ; il semble que Kerr-Ritchie, chrétien convaincu, reprochait à Jordan ses sentiments antichrétiens et néopaiens. Tyndall, à son tour, se heurta à son chef. Les raisons de cette querelle sont assez mal connues. Dans son livre, *The British Political Fringe* (5), le journaliste américain George Thayer prétend qu'il s'agit d'une question amoureuse. En effet Tyndall avait fait la connaissance d'une nazie française venue à Londres pour contacter le mouvement, Françoise Dior, et s'était fiancé avec elle. Mais quand Jordan sortit de prison, Françoise Dior cassa ses fiançailles avec l'adjoint pour épouser le chef. Furieux, Tyndall aurait décidé de faire bande à part. La thèse est peu vraisemblable car contrairement à Jordan, Tyndall n'a pas la réputation d'être un « sentimental » et George Thayer n'explique pas pourquoi Tyndall fut suivi par la plupart des responsables nationaux du NSM.

En fait, il existait entre les deux hommes des divergences d'ordre doctrinal. Jordan est un « internationaliste », hostile au nationalisme anglais. Au contraire, Tyndall était un nationaliste, converti au National-Socialisme, mais se faisant de cette doctrine une idée bien différente, beaucoup plus « classique ». Tyndall est un nazi au sens étymologique du terme ; il veut l'union du nationalisme et du socialisme. Formé à l'école de Nietzsche et de Maurras, il voit dans le « National-Socialisme », d'une part une éthique virile du surpassement, d'autre part une conception plus solide et plus « musclée » du nationalisme (6).

Le Greater Britain Movement.

A la suite d'une violente polémique avec son ancien patron, Tyndall constitue le « Greater Britain Movement » avec l'appui des jeunes lions du NSM, eux aussi dissidents : Peter Holland, Mike Passmore, Denis Pirie, Martin Webster. Le nouveau parti va subir une évolution très nette, rejettera progressivement le National-Socialisme pour adopter une position nationaliste. C'est en quelque sorte un retour en arrière qui fut effectué par Tyndall.

Celui-ci se rapprocha de John Bean, son ancien leader. Cependant Fountaine et Maxwell s'opposèrent à un rapprochement trop grand entre le GBM et le BNP.

Spearhead, organe officiel du parti prit à plusieurs reprises position en faveur de l'unité de la Droite nationaliste. Dans la banlieue de Londres, les animateurs du GBM créèrent un « Nationalist Centre » (7) avec librairie et maison d'édition. Le titre même de « Greater Britain Movement » disparut peu à peu. Des contacts furent pris avec d'autres nationalistes, tels que Bernard Simmons qui, auparavant, avait été lié avec le BNP et la LEL.

Cette scission au sein du « National Socialist Movement » allait achever définitivement celui-ci. Jordan ne tarda pas à aller en prison pour infraction au « Race Relations Act ». Le mouvement périclita, malgré les efforts de deux ou trois jeunes gens, dont John Knight. A la fin de 1966, Françoise Dior, elle-même, avait été exclue. Il est vrai que le ménage Jordan n'avait jamais été très uni... Aujourd'hui le 74 de la Princedale Road n'est plus qu'un lieu de rendez-vous international où se retrouvent des nostalgiques.

Les étudiants nationalistes.

Parallèlement à ces mouvements adultes, il existe en Grande-Bretagne plusieurs groupes nationalistes étudiants. En 1962 avait été fondée la « British National Youth ». Patronnée par le Major-General Hilton et l'Admiral-Sir Domville, elle était dirigée par Arthur Read et Brendan Willemer, et contrôlée très directement par le BNP. Lors de la création du « National Socialist Movement », la BNY se rallia officieusement à Jordan ; mais elle ne tarda pas à s'affranchir de la tutelle de celui-ci, évolua vers des positions beaucoup plus modérées. Vers le début de l'année 1966, elle voulut affirmer son indépendance à l'égard des organisations adultes, notamment à l'égard du B.N.P. ; elle changea de nom pour devenir la « National Youth League ». Tandis qu'une dissidence favorable au BNP et menée par Charles A. Kiely fondait le « National Youth Movement », la NYL, sous l'autorité

de Read et de Kevin M. Hughes, se rapprochait de la Ligue des Loyalistes de l'Empire pour en devenir finalement la section étudiante.

En dehors de cette évolution, un tout petit groupe d'étudiants nationalistes dirigés par James Mac Intyre continuait et continue encore aujourd'hui à faire paraître une excellente revue : *New Nation* (8).

Création du « National Front ».

Au mois de décembre 1966, après une série de contacts pris entre divers mouvements, naquit le « National Front ». Pendant un certain temps, on n'avait pas su exactement avec quels mouvements se ferait cette fédération. Chesterton qui voyait dans l'unité un moyen de redorer son blason n'était pas très bien vu par les autres nationalistes. Une seule chose était certaine, l'« Union Movement » de Mosley et le « National Socialist Movement » étaient tenus à l'écart de ces contacts.

Finalement la Ligue des Loyalistes de l'Empire réussit à s'entendre avec le BNP, éliminant le GBM. Un meeting fut organisé le 15 décembre 1966 pour lancer le Front. On y lut un message de sympathie du Major-General Hilton et on y entendit les discours d'Andrew Fountaine, de John Bean, de Philip Maxwell et de Austen Brooks. Le « National Front » s'organisa sous la tutelle de Chesterton, dans les locaux de la LEL, à Westminster. Deux mois plus tard, dans les élections du « Greater London Council », trois candidats furent désignés par le NF ; ce furent John Bean, Brian Holbrook et Gerald Kemp qui firent respectivement 2164 voix, 1690 voix et 1665 voix. Ces résultats, en eux-mêmes minces, faisaient néanmoins du « National Front » le premier parti minoritaire d'Angleterre, avant même le Parti Communiste ou le « Socialist Party of Great Britain » (9).

L'aile droite du Parti Tory.

Il serait incomplet de limiter notre étude sur l'Opposition Nationale Britannique sans parler de l'aile droite

du parti conservateur. Celle-ci en effet s'est reconstituée après l'échec de la LEL et d'Edward Martell, au sein du « Monday Club » (Club du Lundi). Il s'agit d'un Club très fermé, réservé aux adhérents du Parti Conservateur et qui fait le pendant au « Bow Group » (10). Le dernier congrès de Blackpool a démontré que le « Monday Club » devenait un pôle d'attraction pour beaucoup de jeunes conservateurs. Il est parvenu à regrouper quinze députés, parmi lesquels, John Biggs-Davidson et Stephan Hastings. Le 3 février 1966, il avait organisé en liaison avec la Société Anglo-Rhodésienne, un important meeting de soutien au Président Ian Smith au cours duquel avaient pris la parole, Lord Salisbury, Julian Amery. Très officiel, tenant ses réunions au sein même du Parlement, dans la plus pure tradition britannique, il est animé par un ancien député, Paul Williams et par Frederick Stockwell (11).

Un fascisme mal digéré.

Quel est donc l'avenir de cette Opposition Nationale dont nous venons de tracer un rapide panorama. Est-elle capable de mener efficacement sa lutte, où bien est-elle en train de s'aiguiller sur une voie de garage ?

L'erreur commune à presque tous les groupes nationalistes britanniques, exception faite du « Monday Club », est l'autoritarisme. C'est l'héritage d'un fascisme mal digéré : L'Angleterre est un pays libéral et, là, le libéralisme n'est pas un masque, c'est une tradition. On peut le condamner ou le critiquer, mais c'est un fait et lorsque l'on fait de la politique, il convient de tenir compte de certaines réalités, même si, par la suite, on entend les modifier. Les Anglais ont une conscience raciale que n'ont pas bien souvent les Français. Les thèses « raciales » ont un écho assez large outre-manche (12), mais l'erreur de beaucoup de nationalistes est d'accoupler le « racialisme » au « fascisme » ou, du moins, à une conception de l'Etat directement inspirée du fascisme. « Ra-

cialisme » et « libéralisme » ne s'opposent pas forcément. La Démocratie n'est pas forcément antiraciste et il suffit pour s'en convaincre de voir les mœurs politiques en vigueur en République Sud-Africaine.

Opposition à l'intégration politique européenne.

Une seconde erreur de l'Opposition Nationale anglaise est de rester attachée à une conception petite-nationaliste. Le Marché Commun est présenté comme le diable (13) et lorsque Sir Oswald Mosley qui est un homme intelligent, comprend que le Traité de Rome n'est finalement pas si mauvais puisqu'il ouvre la porte à l'intégration politique, on l'accuse de trahison, de collusion avec la Haute Banque apatride. Mosley est le seul à avoir réclamé la constitution d'une Nation Européenne. Même les « européens » du « Monday Club » ne vont pas aussi loin et ne font que défendre le principe assez vague d'une Confédération (14).

Oswald Mosley, homme d'avenir ou homme du passé ?

Sir Oswald Mosley qui fut après la première guerre mondiale le plus jeune membre du Parlement est un homme de talent. Ses adversaires, eux-mêmes, le reconnaissent volontiers et il faut bien constater que la plupart des leaders « nationalistes » de ce pays sont loin derrière lui. Mosley a su se reconverter et c'est un grand mérite lorsque l'on sait que bien d'autres leaders qui n'ont pas connu l'entre-deux-guerres, n'y sont point parvenus. Pourtant, Mosley apparaît comme un homme « fini » si l'on en juge par l'opinion qu'ont de lui la majorité des Anglais. Aux yeux de ceux-ci, il est resté « un fasciste » au sens le plus complet du terme. Pourquoi ? Il ne suffit pas seulement d'accuser la presse. La faute en incombe aussi à ses propres partisans. Car s'il est vrai que Mosley s'est reconverti, ses militants, eux, en sont restés au temps des Blackshirts. Il suffit de les voir dans les locaux du mouvement pour comprendre qu'ils sont en retard d'une révolution. On ne

peut pas réformer un pays avec des fossiles politiques et je suis bien persuadé que Mosley le sait mieux que quiconque.

« Pour exercer cette influence déterminante, a-t-il écrit il y a quelques années (15), et jouer un rôle important, il est nécessaire que le Parti incarne une idée claire et positive, une idée qui réponde aux nécessités du temps (...) Telle n'est évidemment pas la situation quand le parti est réduit à une association amicale qui recrute des hommes de bonne volonté pour coller des affiches au moment des élections et qui, entre deux scrutins, vivote d'une vie semi-léthargique entrecoupée de courts réveils employés à des conférences sur des sujets courants ». Peut-on trouver une condamnation plus claire et plus nette de l'action menée par l' « Union Movement » ? Comment alors expliquer l'attitude de Mosley qui, tout en se tenant un peu à l'écart de la vie de ce mouvement, n'a pas pour autant cessé de le patronner ? Je pense que Mosley est sensible à la fidélité de ses partisans. Les combats passés nouent entre les hommes des liens solides qu'il n'est pas toujours facile de rompre, même si le devoir l'exige.

Une étape nécessaire.

Le « National Front » est un conglomérat et on ne peut le juger globalement. Le BNP est sans aucun doute l'élément le plus sérieux de ce rassemblement hétéroclite. Ses responsables ont rompu avec les nostalgiques, un peu tard sans doute mais c'est un mérite qu'il faut leur reconnaître. Néanmoins le handicap numéro un de ce parti, est d'être ni plus ni moins que la version anglaise de « Jeune Nation ». 1967 n'est plus 1958. Les années passent et changent aussi bien en France qu'en Angleterre. Le problème est donc de savoir si ces nationalistes sauront évoluer et se reconvertir. Cela a été possible, chez certains, en France. Pourquoi cela ne le serait-il pas outre-manche ? Le GBM est dans la même situation, avec cependant un handicap infiniment plus sérieux : Le passé de John Tyndall. Oubliera-t-on qu'il fut membre du « National Socialist Movement » ? Les peuples ont la mémoire

courte mais il y a toujours des gens qui se chargent de la leur rafraîchir.

Pourtant, malgré ces tares, le BNP est tout compte fait un élément positif au sein du « National Front », ce qui n'est certes pas le cas des loyalistes de l'Empire. Lorsqu'il a commencé son action d'après-guerre, Chesterton avait de nombreux atouts en main. Combattant, il n'était pas un pestiféré. Intelligent et cultivé, il avait su, d'autre part, mordre sur la Droite conservatrice et amener parfois celle-ci à des positions plus intransigeantes. Mais la ligue est devenue prisonnière de sa clientèle. En 1967, on ne combat pas pour l'Empire Britannique. Les rêves de recolonisation sont illusoire et dangereux, de même qu'il est dangereux, tout spécialement en Grande-Bretagne, de perpétuer une mentalité nationaliste-impériale qui est le principal obstacle à la naissance d'une conscience européenne.

Les nationalistes du BNP ne sont pas européens, mais rien ne s'oppose à priori à une évolution. Par contre les loyalistes de l'Empire ne peuvent pas, par définition, évoluer sur ce plan, et c'est pourquoi il est regrettable que ce « National Front » soit né sous la tutelle de la Ligue.

Comme tous les rassemblements hétérogènes, le NF éclatera un jour ou l'autre et c'est souhaitable. Ce rassemblement a aujourd'hui le mérite d'exister, favorisant la rencontre entre militants qui, jusqu'alors, se battaient dans des organisations concurrentes. Lorsqu'il éclatera, les gagnants seront les nationalistes et non pas les loyalistes, car ceux-là sont plus dynamiques que ceux-ci. Le NF est une étape nécessaire dans le combat nationaliste. Tout le problème est de savoir si ces sociétés occidentales éliminent peu à peu les micro-partis. La seule solution d'avenir que peut adopter un groupe minoritaire, c'est d'entrer dans une formation politique importante avec la volonté de la prendre en main. Le « noyautage » est difficile en France de par la nature monolithique des partis ; il est possible en Grande-Bretagne où le bi-partisme cache en fait des divisions beaucoup plus subtiles. Mais ceci suppose une maturité politique que n'ont pas encore

les
les
vea
est

Les

La
Dro
mili
qui,
vait
nati
cadre
final
poli
déjà
pou

ler
mais
c'est

Le

régio
que
tion
côté
plus

sont
sont
Ne

« pu
conn

Il
nalis
serva

par
néce
radic

paya
comj

les nationalistes d'outre-manche. Il ne faut pas brûler les étapes. Il est inutile de vouloir faire marcher un nouveau-né. Et avant de se disperser, il faut s'unir. Le NF est donc quelque chose d'infiniment positif.

Les chances du néo-conservatisme.

Le Monday Club, contrairement aux formations de la Droite Radicale, a l'avantage d'être introduit dans les milieux politiques « sérieux ». L'un de mes amis anglais qui, pendant longtemps, sympathisa avec Mosley, m'écrivait il y a quelques mois : « Il n'y a qu'un seul groupe nationaliste qui soit viable, compétent, possédant des cadres, le talent, la capacité intellectuelle, les ressources financières, les liens avec les coulisses du pouvoir, les politiciens d'hier, d'aujourd'hui, de l'avenir, des députés déjà élus : c'est le Monday Club ». — « Personnellement, poursuivait cet ami, j'ai des réserves importantes à formuler sur l'action trop conservatrice menée par le Club, mais je dois avouer que c'est le seul groupe efficace et c'est à mon avis le seul espoir pour l'avenir de ce pays ».

Les radicaux accusent le « Monday Club » d'être trop régimiste, mais ce serait une grave erreur que de croire que ce « Régime » que nous dénonçons soit une construction sans faille, une forteresse inviolable. Il n'y a pas d'un côté le « Bien » et de l'autre le « Mal ». Les choses sont plus complexes. Il faut savoir si les « compromissions » sont par principe condamnables ou si, au contraire, elles sont un moyen d'ouverture politique et de progression. Ne vaut-il pas mieux être apparemment un peu moins « pur » et plus nombreux, et affranchir des épithètes bien connus ?

Il n'est pourtant pas souhaitable que tous les nationalistes rejoignent aujourd'hui les rangs du Parti Conservateur, car celui-ci n'acceptera jamais d'être noyauté par ceux qu'il appelle les « fascistes ». Une évolution est nécessaire de part et d'autre. Il faut que les militants radicaux comprennent que l'extrémisme n'est jamais payant et il faut que les notables du « Monday Club » comprennent que leurs véritables amis ne sont pas sur

leur gauche au sein du parti Tory, mais sur leur droite. Fort heureusement, l'« Anglo-Rhodesian Society » apparaît comme un trait d'union possible entre les plus durs et les plus modérés. Elle est un lieu de rencontre au sein duquel beaucoup de malentendus peuvent être dissipés. Elle favorisera peut-être le rapprochement idéologique des frères ennemis de l'Opposition Nationale.

(1) Union Movement. 302 Vauxhall Bridge Rd. London SW 1.

(2) League of Empire Loyalists. 11, Palace Chambers. Bridge Street. Westminster. London SW 1.

(3) La Britons Publishing Society fut fondée par un rhodésien antisémite, fils d'Amiral, Henry Hamilton Beamish. Elle a publié un nombre assez important d'ouvrages. Adresse actuelle : 111A, Westbourne Grove. London W 2.

(4) British National Party. 1, Windmill Row. London SE 11.

(5) Ed. Anthony Blond Ltd. Londres 1965.

(6) Les deux hommes s'opposaient également sur le plan du caractère. Jordan est un personnage falot, sans envergure, courageux par inconscience, ne sachant pas faire de distinction entre sa vie politique et sa vie sentimentale. Tyndall au contraire, est un homme de caractère, énergique et intelligent.

(7) Nationalist Centre. Birkbeck Hill, 10. London SE 21.

(8) New Nation. C/O James Macintyre. BM/DAZG. London WC 1.

(9) Au moment d'envoyer ce texte, j'apprends que le « Greater Britain Movement » a été admis au sein du « National Front ». J'ignore encore sous quelles conditions, d'autant plus que MM. Brooks, Fontaine et Maxwell s'étaient toujours opposés publiquement à une quelconque association avec John Tyndall.

(10) Club conservateur de gauche dont les thèses sont proches de celles du « Parti Libéral » de M. Jo Grimond.

(11) Monday Club. 53, Victoria Street. London.

(12) Il faut mentionner l'action menée par M. Gayr of Gayr, en liaison avec des savants américains et sud-africains. M. Gayr of Gayr publie à Edimbourg une excellente revue scientifique, *The Manking Quaterly*.

(13) Un groupe s'est spécialisé dans l'opposition au Marché Commun. Intitulé « Campaign for British Freedom », il est animé par un certain K.F. Williamson.

(14) Le député Biggs-Davidson a expliqué la position du « Monday Club » dans un numéro du journal belge *Révolution Européenne*.

(15) *La Nation Europe*. Nouvelles Editions Latines. Paris 1962.

Les Guerres coloniales cachées

L'intoxication marxiste est telle en Occident que si nos intellectuels de gauche ou nos journalistes parlent de « guerre coloniale » ils font nécessairement allusion à certaines guerres ; celles où combattent des Blancs. Ils parlent de ces guerres uniquement pour s'en prendre aux méchants Paras ou aux affreux « Marines » qui, bien évidemment, passent leur temps à violer, égorger, détruire, incendier.

A la rigueur, y fait-on une place à ces vilains Portugais d'Angola ou du Mozambique, si ce n'est des Iles du Cap Vert.

Mais, jamais, on ne mettra à la Une des journaux les autres guerres. Celles où le Blanc n'est pas impliqué. Jamais, au comité de Décolonisation de l'O.N.U., il n'est question de colonies dont la puissance ne soit pas blanche.

L'Ethiopie a annexé, il y a plus de 10 ans, l'Erythrée, leur seule ressemblance importante étant que l'une et l'autre furent colonies italiennes. C'est maigre comme point commun pour faire une seule et même nation. Cet « anschluss » s'est fait évidemment sans demander (pour une fois) l'avis des érythréens. Ceux-ci, se sentant brimés (à tort ou à raison, peu importe) ont constitué un « front de libération ». Mais on ne nous dit rien des

combats de ces nouveaux fellagha. Sans doute pour ne pas faire de la peine à Haïlé Sélassié, ami de notre général-neutraliste.

Depuis quelques semaines il y a une recrudescence de réfugiés tibétains se présentant aux frontières indiennes. Ce qui rappelle que depuis 8 ans la Chine a envahi ce pays, forçant à l'exil son chef, le Dalai-Lama. Depuis cette date, les Chinois doivent mener la guerre contre les maquis. Sans succès. Malgré toutes ses démarches, le Dalai-Lama n'a pas réussi à intéresser l'O.N.U. à la question tibétaine, bien que U Thant, le secrétaire général de cette organisation, soit bouddhiste. Mais évidemment il ne faut surtout pas contrarier Mao.

La nomination de Bunker comme nouvel ambassadeur américain à Saïgon aurait dû braquer plus les projecteurs de l'actualité sur un des précédents conflits qu'il fut chargé d'arbitrer : la Nouvelle-Guinée, dite Irian. C'était une possession néerlandaise. L'Indonésie la réclamait, sans pouvoir se fonder ni sur des arguments raciaux, linguistiques, historiques, ni sur des faits géographiques (l'Indonésie étant une partie d'Asie tandis que la Nouvelle-Guinée était le prolongement australien). Le seul trait commun était, là aussi, un même colonisateur : Les Pays-Bas. Par lâcheté de l'homme blanc (les Néerlandais) et par anticolonialisme puéril et forcené (les Américains), Soekarno, alors président de l'Indonésie, occupa la Nouvelle-Guinée. A la condition, toutefois, que l'O.N.U. y organisât un référendum, qui n'a pas eu lieu. (Il n'y a que les « attardés » qui s'étonnent d'une telle situation ; étant bien entendu que seules sont tenues à organiser des scrutins d'autodétermination les puissances européennes : Djibouti, l'Algérie et plus loin dans le temps Chandernagor, pour la France). La « Grande Presse » ne s'étend guère sur une telle violation de traité ; comme elle ne se penche guère sur les embuscades dans lesquelles tombent depuis quelque temps les Indonésiens en Nouvelle-Guinée.

L'Inde par les attitudes de Gandhi puis de Nehru s'est donnée une image de pacifisme, de non-violence, de sagesse. Cette image était à usage externe car l'Inde, en toute hypocrisie, n'appliquait pas les principes qu'elle se disait représenter. Il n'y a qu'à faire un bref rappel historique : en 1947, c'est l'annexion, par la

force, de l'Etat d'Haïderabad ; il y a 9 ans, c'était l'envahissement militaire des 3 comptoirs portugais : de Goa, Diu et Daman. Poussant le cynisme plus loin, l'Inde qui réclame partout l'autodétermination des peuples refuse tout référendum au Cachemire, ce qui nous y vaut une guerre larvée qui de temps à autre dégénère, comme il y a 2 ans, en conflit ouvert. Pour le Cachemire, l'Inde peut, éventuellement avancer un argument spécieux : l'intervention étrangère (le Pakistan). Mais cet argument ne peut même plus être donné quand il s'agit du Mizo et du Nagaland. Dans ces 2 territoires, sous occupation indienne, les habitants ont pris les armes depuis bientôt 10 ans : la Nouvelle Delhi refusant toute négociation. Pour conquérir leur indépendance, les Nagas et les rebelles du Mizo tiennent le maquis, tendent des embuscades, font dérailler les trains, refusent tout contact avec l'administration gouvernementale et boycottent les élections (sur ce point, référez-vous au scrutin organisé il y a 2 mois : Vous serez édifié). Pour mater ces deux soulèvements distincts, les Indiens y auraient envoyé 100.000 soldats. Qu'attendent nos belles consciences pour y imposer le cessez-le-feu ? Qu'attendent-ils pour manifester contre ces atteintes au droit de l'homme ? Qu'attendent-ils pour recueillir des signatures ?

Depuis septembre 1962, les Egyptiens ont envoyé au Yémen un corps expéditionnaire. Proportionnellement à la population indigène, ce corps est nettement plus nombreux que celui qu'Américains, Australiens, Néo-Zélandais et Coréens du Sud entretiennent au Viet-Nam. La population quasi unanime « court le djebel ». Les Egyptiens sont pratiquement encerclés dans leur garnisons et ne s'éloignent guère des grandes villes. Avez-vous lu quelque part des pétitions « exigeant le retrait immédiat des troupes étrangères » du Yémen ?

Souvenons-nous également des « exploits » de l'O.N.U. à Elisabethville contre les Katangais qui aspiraient à un destin différent de celui que leur offrait Lunumba. Pendant ce temps, cette même O.N.U. fait campagne pour l'indépendance du Sud-Ouest africain. Dites-moi, entre le Katanga et le Sud-Ouest africain, lequel des deux territoires était le plus mûr pour l'indépendance ? Lequel des deux avait le meilleur potentiel humain ? Lequel des

deux avait une infrastructure économique développée ? Pour des esprits sérieux, ce ne pouvait être que le Katanga. Pour l'O.N.U., où l'on marche sur la tête, c'était évidemment le Sud-Ouest africain.

*
**

Il y a des exemples actuels, encore plus sanglants que les précédents, exemples où systématiquement le génocide, au sens littéral du terme, est poursuivi. C'est le cas des activités de l'Irak au Kurdistan et celles de Khartoum dans le sud du Soudan. Mais sur ces « événements », un voile pudique est jeté. Il ne faut pas que, preuves à l'appui, la « Conscience Universelle » soit prise en défaut et prise pour ce qu'elle est : une fille sans honneur, une fille de joie. Alors que d'un côté, les journaux ont quotidiennement leurs colonnes à la une pleines de menaces et de condamnations envers les Etats-Unis à cause du Viet-Nam ; de l'autre, cette même « Grande Presse » ne dit mot des Kurdes ou des Soudanais du Sud. Tout au plus, de temps à autre, quelques journaux leur consacrent quelques entrefilets en pages intérieures. Ne parlons pas de la radio, y compris des postes périphériques, le mutisme y est le plus total. Pourtant au Viet-Nam, la Paix Mondiale n'y est pas plus mise en danger que dans d'autres contrées du globe ; les Viet-Namiens ne sont pas plus maltraités que les Yéménistes, les Kurdes ou les Nègres du Soudan. Quelle est la situation de ces deux derniers peuples ?

Les Kurdes forment un peuple, dont le territoire est surtout occupé par l'Irak. Les Kurdes se disent et se veulent différents des autres Irakiens. Ils ont leur propre langue, leurs intérêts, leurs coutumes particulières. Depuis 7 ans, le Kurdistan est en rébellion armée. Depuis 7 ans, l'armée de Bagdad essaie sans succès d'investir les repères de Barzani et de ses partisans, essaie sans succès de casser la résistance populaire par la menace ou même par l'extermination. Et si besoin est avec du napalm (eh ! oui) mais, ici, pas un manifeste pour plaindre les Kurdes ; pas une motion pour s'apitoyer sur leur sort comme on le fait pour celui du Viet-Cong. Pas une ligne de notre « agité du bocal » (Sartre) ; pas une prière de notre crapaud de bénitier (Mauriac) pour « y exiger la paix immédiate avec satisfactions des

légitimes revendications des populations laborieuses ».

Si le Kurdistan se heurtait à une armée occidentale, il y a belle lurette que ce problème serait inscrit et débattu à l'O.N.U., sous prétexte de menace à la paix mondiale. Sous la pression de nos têtes pensantes, le Kurdistan serait la n^{ième} puissance indépendante et serait membre à part entière de l'O.N.U. Hélas, pour lui, il n'est colonisé que par le Tiers-Monde.

Quant au Soudan du Sud, il est peuplé de Nègres qui sont différents de leurs maîtres du Nord, tant par la race (cela compte : rapportez-vous aux incidents en Mauritanie, entre Maures et Noirs il y a un an) que par la religion (ils sont chrétiens ou animistes ; les dirigeants du pays étant des arabes musulmans).

Du Nord, les Noirs ne se souviennent que d'une chose : des razzias arabes en quête d'esclaves, et ce jusqu'à une époque récente (il a fallu la colonisation britannique pour que la paix et la prospérité règnent). Aussi, les Sudistes souhaitent-ils se séparer du Nord : ils jugent cette union contre-nature et désirent s'ériger en nation indépendante, rejetant toute intégration au Soudan.

Cependant si nos « diseurs de droit » accédaient à un tel souhait, toute leur mythologie s'effondrerait : le colonialiste malfaisant n'est pas l'Homme Blanc. Les slogans communiste (« Impérialisme = Puissance Occidentale ») s'effriteraient. L'éclairage de l'évolution historique de ces dernières décennies serait à revoir. Et nos compatriotes comprendraient enfin que tout ce « Tiers-Monde » anticolonialiste ne l'est qu'à usage externe. C'est flagrant pour Nehru. C'est évident pour les Arabes qui, au moment même où ils s'insurgent sur la scène mondiale contre, par exemple, l'apartheid appliqué en Union Sud-Africaine, font régner la prédominance arabe face aux autres peuples qu'ils ont soumis, Kurdes ou Nègres.

Nos « penseurs-signataires de pétitions à sens unique » le savent. Mais ils préfèrent ignorer les réalités, faisant fi de leur rigueur intellectuelle. Tout plutôt que peiner nos ennemis. Sartre n'est « qu'une p... irrespectueuse ».

Combien de temps s'écoulera-t-il encore avant qu'ils ne soient plus pris au sérieux ; pour qu'ils cessent d'être des « papes » ?

A nous d'agir !

La Chronique de Jacques Ploncard d'Assac

« S'UNIR POUR LA TUERIE... »

L'histoire du mouvement communiste lorsqu'on l'aborde donne le sentiment d'une telle confusion qu'on se demande comment des gens intelligents peuvent se passionner pour une doctrine aussi fluide, aussi peu scientifique, aussi outrageusement démentée par les faits.

Si vous avez le courage de vous plonger dans les 696 pages de l'étude de M. Léonard Schapiro : *De Lénine à Staline* (1) vous verrez, par le menu, ces querelles de talmudistes, ces excommunications, ces purges, ces accusations, ces exécutions qui ont rempli l'histoire du mouvement communiste en Russie depuis plus d'un demi-siècle.

Je voudrais seulement, au passage, relever quelques observations sur l'erreur manifeste qui consiste à considérer le phénomène des classes comme déterminant l'évolution des sociétés.

M. Schapiro montre par exemple comment, en 1901, Strouvé était arrivé à la conclusion que les principes du libéralisme ne sont pas nécessairement subordonnés à l'existence d'une classe moyenne ou à une infrastructure économique du genre de celle qui existait en Europe occidentale. Ses recherches historiques l'avaient convaincu, écrivait-il en 1901, que la doctrine, couramment acceptée en Russie, selon laquelle le libéralisme était apparu « comme le système politique de la bourgeoisie » était fausse. Bien au contraire, l'origine du libéralisme devait

(1) Paris 1967, Gallimard, édit.

être recherchée dans la lutte pour la liberté de conscience, et ceci n'était ni la prérogative d'une classe, ni tributaire d'un système particulier de rapports économiques. De ceci, il tirait la conclusion que les principes libéraux, fondés sur la loi de la nature, étaient d'une application universelle.

C'est ainsi que Strouvé évolua du marxisme au libéralisme.

Plus curieuse encore est l'évolution du social-démocrate allemand Edouard Bernstein. Il soutenait « que la voie de la réforme et d'une pression continue par des moyens démocratiques avait fait bien plus pour les ouvriers que ne pourrait jamais gagner une révolution ». La doctrine marxiste de la prise finale du pouvoir par le prolétariat, à une époque où, après une longue période de préparation, il aurait acquis la force et la maturité indispensables, contenait une erreur fondamentale : tant que la classe ouvrière n'est pas suffisamment forte pour parvenir au pouvoir par des moyens parlementaires, et sans révolution, elle n'est pas en état de gouverner ; mais dès qu'elle sera suffisamment forte, pour être en état de gouverner ; elle parviendra au pouvoir sans révolution. La vraie démocratie, dans l'opinion de Bernstein, ne réside pas, comme se le sont représenté les jacobins et Marx, dans l'oppression de la minorité par la majorité, mais « *dans une condition sociale où aucune classe unique ne jouit de privilèges spéciaux* ».

Si bien que, selon Bernstein, le socialisme ne peut se développer que là où la démocratie existe.

Tout le long de l'histoire du mouvement communiste on retrouvera la trace de ces divergences du début sur la nécessaire étape démocratique, la collaboration avec le monde libéral.

*
**

L'histoire du mouvement communiste est beaucoup moins celle d'une idéologie que celle d'une méthode de conquête du pouvoir. Plekhanov établit, en 1891, la différence entre la « propagande » et l'« agitation » :

« Le propagandiste, écrivait-il, présente beaucoup d'idées à un seul individu, ou à plusieurs individus. L'agitateur présente une seule idée, ou quelques idées, mais à toute une masse de gens ».

C'est un des dirigeants du *Bund* juif, qui constituait alors le groupe le plus homogène et le plus actif de la social-démocratie en Russie, qui devait codifier l'agitation. En 1894, en effet, A. Krémer publie une brochure intitulée : *De l'agitation*. Il démontrait qu'on ne peut persuader les masses de prendre parti pour des idées abstraites, que le développement de la conscience prolétarienne ne pouvait s'opérer que par un processus graduel, engendré par une succession de combats pour de petites revendications concrètes. Le but des sociaux-démocrates devait donc être « une agitation continue parmi les ouvriers d'usine, fondée sur des revendications et des besoins secondaires concrets ».

Lénine cependant, tout en acceptant la méthode de Krémer, n'entendait pas renoncer à former des cadres, fortement endoctrinés, pour former le noyau du parti. Surtout, il voyait dans la théorie de Krémer le danger qu'il y avait, en concentrant l'action sur les besoins immédiats et concrets des travailleurs, au détriment de la tâche essentielle : la conquête du pouvoir, de relâchement de la revendication politique. En effet, que demandaient les travailleurs ? Une amélioration de leurs conditions de travail. A supposer qu'ils l'obtiennent, que s'établisse une sorte de dialogue permanent entre les employeurs et les employés dans le cadre de la profession, on pouvait imaginer une collaboration des classes dans l'intérêt commun et général de la profession.

Dès lors, Lénine perdait sa masse de manœuvre d'un prolétariat aigri et mécontent. Du point de vue révolutionnaire, il ne fallait pas que les ouvriers réussissent à améliorer leur sort sans quoi ils perdraient tout leur mordant révolutionnaire.

Pour Lénine, il fallait un parti fortement discipliné et de l'argent. La discipline il l'imposa, l'argent il le trouva. M. Schapiro écrit : « Il existait à Moscou un certain nombre de brigades de combat, pour la plupart organisées par

les socialistes-révolutionnaires, mais également par les sociaux-démocrates. Lénine, en particulier, avait maintes fois insisté sur la nécessité de constituer de telles brigades, tout à la fois organes d'attaque et de défense, pour des besogne subsidiaires telles que *hold-up* en vue de fournir des fonds pour l'insurrection, ou bien pour abattre des espions de la police » (1).

Voilà qui éclaire singulièrement les raisons de l'importance prise par les léninistes dans le mouvement social-démocrate : ils ne manquèrent jamais d'argent. Ils se le procurèrent par le vol à main armée.

*
**

Les historiens n'ont pas accordé jusqu'ici assez d'importance aux « moyens » dont disposa Lénine. On voit des messagers aller-venir, des journaux se publier, des brochures s'éditer, des conférences se tenir, des individus se consacrer uniquement à l'agitation révolutionnaire abandonnant tout autre travail. Et la question se pose : d'où venait l'argent ?

M. Schapiro y répond en partie : « Toute cette activité, écrit-il, nécessitait des fonds spéciaux, puisque Lénine ne pouvait compter sur les fonds officiels du parti, gérés par le Comité central. Une forte somme (soixante mille roubles) fut remise à Lénine, Bogdanov et Krassine au cours de cette période (1906-1907) par la femme de Gorki, en qualité de fidéi-commissaire d'une police sur la vie du bienfaiteur des bolcheviks, l'industriel Marozov, décédé en 1905. Le budget total officiel du Comité central pour l'ensemble de la période comprise entre le IV^e Congrès et le V^e Congrès (en mai 1907) n'était supérieur que de vingt mille roubles. Mais une source bien plus importante de revenus pour les bolcheviks fut fournie par le produit de vols à main armée ou, comme on les appelait, d'« expropriations ». Cette manière d'obtenir des fonds pour le parti avait été généralement admise durant la période d'anarchie qui régna dans le pays en 1905. Elle

(1) Schapiro, *op. cit.* 92.

avait été pratiquée par les brigades de combat du parti comme partie intégrante du processus d'insurrection ».

On a vu se répéter le « processus » au cours de la « Résistance », pendant la Seconde Guerre Mondiale, et l'on sait que ce genre d'activités ne va jamais sans inconvenients. Comme l'écrit M. Schapiro, « il y eut également pas mal de vols purs et simples, « à titre officieux », à peine déguisés en activités révolutionnaires, qui tendaient à discréditer le parti chez ses supporters et à le démoraliser intérieurement. Tous les mencheviks, le Bund et bon nombre de bolcheviks considéraient avec dégoût la pratique des « expropriations ». Lénine, et certains de ses partisans les plus proches, cependant, reconnaissaient l'importance de cette source de revenus. Au IV^e Congrès, la grande majorité des délégués avait voté contre les « expropriations » en tant que moyen de lutte, sauf dans le cas où un gouvernement révolutionnaire local était déjà établi, la main-mise sur les fonds d'Etat devant alors être autorisée, Lénine et un certain nombre de bolcheviks s'abstinrent lors du scrutin et ne tinrent aucun compte de la résolution après le Congrès.

Dans les années 1906 et 1907, une épidémie d'« expropriations » armées, visant tant la propriété d'Etat que la propriété privée, se propagea par tout le pays, rapportant des fonds substantiels à la caisse bolchévique privée.

Ce sont là des à-côtés de l'Histoire auxquels on ne prend pas assez garde.

*
**

La conquête du pouvoir peut-elle s'opérer par la voie démocratique ? Telle était la question qui se trouvait posée à la social-démocratie au lendemain de l'échec de la Révolution russe de 1905. Lénine estimait que non. La participation aux élections, selon lui, était une erreur. Au lieu d'encourager les « illusions constitutionnelles », les sociaux-démocrates devaient consacrer leur temps à organiser des brigades de combat et à s'entraîner en vue de l'insurrection. Plekhanov, lui, était d'avis qu'il fallait aider les constitutionnels démocrates à établir un gouvernement

pleinement démocratique parce qu'alors les possibilités de propagande et d'action de la social-démocratie seraient plus grandes et il résumait sa théorie par la formule : « Unissez-vous pour la tuerie, puis allez chacun votre chemin ».

L'attitude des sociaux-démocrates, à la Douma, se ressentit de ces divergences de conception. On les vit essayer à la fois « d'entraîner les partis bourgeois plus à gauche » et soutenir les Constitutionnels démocrates à consolider « la révolution bourgeoise ».

A la veille des élections pour la deuxième Douma, Lénine changea brusquement d'avis. La tactique du boycottage, écrivait-il, en septembre 1906, devait être reconsidéré : « l'Histoire avait démontré » que la Douma était pour l'agitation un forum précieux. L'idée gagnait même d'une alliance avec les constitutionnels démocrates pour faire échouer les candidats de droite.

A la fin de 1906, une conférence du parti tenue à Tammerfors élaborait une solution de compromis autorisant l'« entente locale avec des partis démocratiques révolutionnaires et d'opposition » au gré des organisations locales, sous réserve qu'existe le danger d'une victoire d'un candidat de droite ».

La Douma de 1907 refléta ces ententes tactiques : les modérés perdaient du terrain, les extrémistes de droite et de gauche en gagnaient. Les Constitutionnels démocrates perdaient la moitié de leurs sièges, les sociaux-démocrates passaient de 18 à 65. La deuxième Douma était plus hostile à la monarchie que la première.

Que se serait-il passé si les bolchéviks avaient joué le jeu parlementaire ? Ils ne le jouèrent pas. Ils avaient sous-estimé la réaction du Tsar. Le 16 juin 1907, celui-ci dissolvait la Douma et faisait arrêter la plupart des députés sociaux-démocrates sous inculpation de complot. En effet, le parti entretenait un vaste réseau d'organisations dans l'Armée et publiait une vingtaine de journaux destinés aux soldats.

« Le gouvernement s'attendait que la dissolution de la Douma fût suivie d'une grève générale et d'une insurrection armée. Or, le coup d'Etat de Stolypine fut

accueilli avec indifférence et même apathie par le public. Au cours des quelques mois qui suivirent, les quelques résultats obtenus par les sociaux-démocrates en 1905 furent systématiquement anéantis. De nombreuses arrestations et des démissions plus fréquentes encore décimèrent les comités du parti. Les journaux qui avaient légalement survécu depuis 1905 furent interdits.

A nouveau, les dirigeants du parti prirent le chemin de l'émigration. La politique de la révolution à tout prix s'était révélée une faillite totale » (1).



Lénine était maintenant tout à fait convaincu que, dans la nouvelle conjoncture, il était illusoire de penser à une insurrection armée et qu'il fallait utiliser la Douma comme plate-forme.

La troisième Douma de novembre 1907 comprenait une majorité de droite. Les Cadets n'étaient plus que 54, les sociaux-démocrates 18, dont 5 bolchéviks seulement.

La Deuxième Douma, par sa composition, aurait permis l'organisation d'un mouvement de masse démocratique pour obliger le tsar à accepter la responsabilité du ministère devant la Douma, cela n'était plus possible avec la troisième Douma. Mais elle pouvait encore servir de tribune, du haut de laquelle les sociaux-démocrates pouvaient critiquer le gouvernement et prêcher les doctrines socialistes.

L'effondrement de la social-démocratie était tel qu'en 1910, Trotsky estimait que, dans tout l'empire russe, il ne devait pas y avoir plus de 10.000 membres du parti et encore s'agit-il sans aucun doute d'une surestimation.

« La principale raison de ce déclin, selon M. Schapiro, était un mélange d'apathie et de répression gouvernementale ».

Quand on examine avec le recul de l'Histoire le comportement de la droite et celui de la gauche, il est frappant de constater qu'elles ont toutes deux sous-estimé

(1) Schapiro, *De Lénine à Staline*, p. 124.

leurs possibilités. Lénine ne comprend pas tout de suite les immenses possibilités de la formule de Plekhanov : « Unissez-vous pour la tuerie, puis allez chacun votre chemin ». Il tergiverse, se monte la tête avec son idée d'insurrection armée. Lorsqu'il comprend le rôle désagrégateur que peut jouer la Douma, il est trop tard. Stolypine a fait son coup d'Etat et le peuple l'a parfaitement accepté.

Mais, à son tour, Stolypine sous-estime sa force. Au lieu de contenter les classes défavorisées par les réformes qui sont nécessaires, il accepte une troisième Douma, fournissant une tribune à l'adversaire qu'il vient d'abattre.

On peut tirer des conclusions intéressantes de toute cette affaire. D'abord qu'un gouvernement ne gagne jamais rien à céder sur ses principes en adoptant une partie de ceux de l'adversaire. Toute concession renforçant nécessairement la revendication, car elle est tenue pour un signe de faiblesse ou de mauvaise conscience. L'opposition, par contre, a tout intérêt à s'« unir pour la tuerie » avec les éléments voisins, parce que tout ce qui affaiblit le pouvoir lui donne des chances nouvelles.

Si l'on observe la tactique présente de l'Internationale communiste, on verra qu'elle procède de cette manière de voir. Dans les pays communistes, elle applique la formule intransigeante : pas de partis d'opposition ; dans les pays non communistes, elle emploie la tactique de l'« unissons-nous pour la tuerie ».

En politique, comme en stratégie, le plus important est de connaître le dispositif de l'ennemi.

Les chancelleries occidentales seraient impardonnables de ne pas le voir.

La Chronique de Pierre Hofstetter

WALLACE A LA PRESIDENCE !

Dans l'histoire américaine, un troisième parti, à la fois opposé aux démocrates et aux républicains, n'a jamais réussi à « percer », bien que les tentatives n'aient pas manqué (depuis ses origines, l'Amérique est, en somme, une Angleterre en république : pas de roi, mais deux partis). On prétend que cela est dû au fait que les deux grandes formations politiques qui dominent la scène américaine depuis si longtemps n'ont ni idéologie, ni ligne de conduite définies ou rigides, si bien que le même Américain peut, sans se trahir, voter républicain en Californie et démocrate au Mississippi : l'étiquette paraît devenue secondaire, c'est l'homme qui compte.

Depuis l'adoption de la Constitution fédérale (1789), jamais donc un troisième parti n'a pu sérieusement menacer le monopole de fait exercé par les deux molosses que nous savons. C'est bien pourquoi, vers 1960, Barry Goldwater, sollicité de prendre la tête de quelque mouvement national conservateur (par opposition à l'internationalisme délirant des clans Kennedy et Rockefeller) alors en gestation, préféra mener campagne au sein même et à partir du parti républicain, dont finalement, quatre ans plus tard, il réussit à devenir le candidat présidentiel.

Cependant, il est arrivé qu'un « troisième homme » — donc, un candidat indépendant des deux grands partis — puisse sérieusement menacer de bouleverser une élection présidentielle. Le cas le plus récent est celui de 1948, quand Truman, perdant un nombre estimable de voix démocrates dans le Sud (candidature Strom Thurmond, à la tête des « droits des Etats ») et dans le Nord (candidature du progressiste Henry Wallace), risqua fort d'être battu par Thomas Dewey (la « Chicago Tribune » en était si persuadée qu'elle proclama Dewey vainqueur au lendemain des élections!).

Deux cas historiques doivent d'autre part être rappelés : en 1861, Lincoln fut élu seulement parce que les voix démocrates s'éparpillèrent sur deux candidats, Stephen A. Douglas et John C. Breckinridge, et en 1912 la division chez les républicains entre partisans de William Howard Taft et de Théodore Roosevelt fit le succès du démocrate Woodrow Wilson.

C'est dans cette perspective qu'une candidature George Wallace à la présidence des Etats-Unis, aux élections de l'an prochain, présente un énorme intérêt. Certes, elle n'est pas encore officielle : elle dépendra, finalement, du choix des deux grands partis (un Ronald Reagan chez les républicains pourrait amener Wallace à renoncer, comme ce fut déjà le cas en 1964, lorsqu'il se retira pour ne pas gêner Goldwater).

Qui est George Wallace ? Incontestablement, l'un des hommes les plus passionnants du moment en Amérique, l'un des Américains actuels pour qui nous pouvons avoir, sans risque de désillusion, la plus vive admiration.

Ancien gouverneur de l'Alabama (1962-1966), auquel sa femme, la charmante Lurleen, a succédé à la suite des élections de novembre dernier, George Corley Wallace est surtout connu, en dehors des Etats-Unis, pour ses vues catégoriques au sujet de la ségrégation. En réalité, il est beaucoup plus que cela, comme le montre la biographie que lui a consacrée Bill Jones, « The Wallace Story ».

Et pour commencer, mettons les points sur les i : Wallace n'est pas un ségrégationniste dans le sens péjo-

ratif où on l'entend habituellement ; et le « libéral » Louis Heren du « Times » de Londres a dû reconnaître que les noirs d'Alabama profitèrent beaucoup, matériellement, socialement, des quatre ans de l'administration Wallace (mais pas au détriment des Blancs, comme cela se voit dans le Nord). « Je ne suis pas raciste, déclare-t-il. Bien sûr, je suis pour la ségrégation des races, mais ici, en Alabama. Ce que New-York fait, c'est son affaire, c'est à ses électeurs de juger ». Au magazine « Playboy », il a confié : « A Washington, le système scolaire était blanc jusqu'à l'intégration. Maintenant, il est noir, car les Blancs sont allés en Virginie ou au Maryland, ou ont mis leurs enfants dans des écoles privées. Beaucoup d'entre eux sont des fonctionnaires partisans enthousiastes de l'intégration, mais qui se gardent bien d'envoyer leurs propres enfants dans les écoles intégrées ! Tout cela est d'une hypocrisie abominable. Nous autres en Alabama, nous préconisons des systèmes scolaires séparés, et je suis convaincu que cet ordre est dans l'intérêt des deux races ».

Ce que Wallace ne tolère pas, c'est que des fonctionnaires de l'administration fédérale, généralement ignares, viennent lui dire comment, lui, ancien gouverneur d'Alabama, doit concevoir dans son Etat le système scolaire. L'Alabama n'étant pas une exception, les mêmes abus se produisant ailleurs (et la liste est longue, depuis Little Rock !), la même intolérance fédérale se manifestant presque partout, un fort courant de mécontentement apparaît aujourd'hui aux Etats-Unis qui, inévitablement, servirait une candidature Wallace.

Champion des droits des Etats que bafoue toujours plus une administration aux pouvoirs quasi totalitaires, George Wallace se veut le défenseur des « petites gens », c'est-à-dire, explique-t-il, « tous ceux qui se sentent frustrés dans leurs droits par une dictature fédérale de plus en plus accablante, et sont victimes de la violence raciale, l'inflation, la vague de criminalité ». Mais Wallace, orateur de choc (on l'a appelé un « pugiliste du verbe »), insensible aux insultes habituelles de la « grande » presse judéo-progressiste, sait aussi se faire applaudir dans les

milieux de businessmen honorables où l'on est pareillement las du régime actuel. Selon Louis Heren, cela s'est ainsi récemment produit à un grand dîner de l'Amen Corner, important club d'hommes d'affaires de Pittsburg, où Wallace, invité d'honneur, fut vivement ovationné lorsqu'il attaqua la bureaucratie washingtonienne, une Cour suprême aux jugements de plus en plus aberrants, ces « idiots d'intellectuels » (the intellectual morons), et surtout les sympathisants du Vietcong coupables de trahison.

Wallace est un homme propre et honnête, et en politique la chose est assez peu banale pour qu'on la souligne. Surtout que, en Amérique, depuis Roosevelt, c'est-à-dire depuis le triomphe de la « démocratie » sous sa forme la plus vicieuse, la plus abjecte, la plus menteuse et la plus corrompue, aucune administration n'a été épargnée par le scandale, qu'il fut politique, moral ou financier. Or, Wallace est intègre et probe, et ce qui le rend redoutable pour ses adversaires, c'est son énergie débordante et son grand talent oratoire. Wallace fut, dans sa jeunesse, boxeur amateur : il assène aujourd'hui les arguments avec une violence exceptionnelle. « Un démagogue, disent ses ennemis, mais ils ajoutent quand même, car l'homme est incorruptible », qui est d'une sincérité unique.

Né à Clio (Alabama) en 1919, George Wallace est un « self-made man » qui, pour payer ses études de droit à l'Université d'Alabama, exerça toutes sortes de métiers. Avocat, juge, puis gouverneur, il a monté, seul, sans coup de main ni mauvais coup, les échelons de la hiérarchie sociale (ni les Kennedy, ni Johnson ne peuvent en dire autant!). Très américain de style et de tempérament, Wallace est profondément attaché à son Sud natal, mais pourtant cet attachement ne l'empêche pas de voir le grave danger intérieur que courent *tous* les Etats-Unis, par suite du pourrissement des mœurs politiques, de la pénétration communiste dans les différentes branches de l'administration, des émeutes raciales manipulées par des ennemis de la nation.

George Wallace a déjà trouvé un nom pour le parti, ou le mouvement, qu'il pourrait être amené à diriger l'an prochain, pour les présidentielles : « Stand Up America » (Debout l'Amérique !). Et ce nom dit bien de quel esprit serait animé ce parti. Aux quatre coins de l'Amérique apparaissent maintenant des inscriptions proclamant : « Wallace à la présidence ! »

Wallace à la présidence ? Et pourquoi pas ? Mais d'abord, il faut qu'il pose officiellement sa candidature : « Si, dit-il, aucun des deux grands partis ne reconnaît que les gens sont las de la criminalité ouverte dans la rue, et j'entends les gens de toute race, las des cours de justice et des politiciens protégeant les criminels ; si aucun des deux partis ne veut comprendre que nous sommes fatigués de verser de l'aide à des pays étrangers alors que personne ne nous aide au Vietnam, et que nous en avons assez de voir des individus organiser des collectes pour le Vietcong au nom de telle ou telle liberté alors que nos garçons se font tuer là-bas ; si les deux partis persistent dans cette voie, attaquant d'autre part le droit à la propriété et la libre entreprise, beaucoup de gens seront privés d'un choix politique en 1968, et alors je leur en offrirai un ».

Résumant les différentes attitudes et prises de position de l'ancien gouverneur d'Alabama, Medfort Evans a conclu : « Wallace n'est pas antijuif, il n'est pas antinègre, il n'est anti quoi que ce soit sinon qu'il est antiaméricain. Il est positivement pro-américain. C'est un nationaliste ».

Or, un récent gallup (mai 1967) accorde déjà électoralement, et à regret, à ce nationaliste la victoire dans treize Etats, y compris le Texas de Johnson. Et cela, avant même que soit officielle sa candidature !

Chronique des Arts

Regards sur la saison 1966-67.

Je voudrais, après les vacances, faire une brève recension des événements de la Saison artistique qui vient de s'écouler. Brillante et bien qu'un peu bousculée par l'actualité politique et internationale, sans excepter un malaise économique qui, au baromètre de l'expansion continue, se maintient au « nébuleux », cette saison accuse une tendance comparable, sinon parallèle, à celle de la « conjoncture ». Nos officiels, profitant d'un anniversaire — à vrai dire chaque année apporte le sien, car pourquoi s'en tenir aux décennies ou aux lustres ? — voulurent en faire l'Année Picasso, s'efforçant de consacrer aux regards du grand public, qui jusqu'ici l'avait toujours parfaitement ignoré, le moins français, le plus surfait de tous les artistes étrangers qui composèrent la défunte Ecole de Paris. Ce *Te Deum* fut en réalité un *Requiem*. Par une profusion inégalée de moyens financiers, techniques et publicitaires, quelques centaines de milliers de spectateurs furent conviés à assister au plus grand naufrage du siècle.

C'était de bon présage et, corrélativement, mettant le sceau aux extravagances des années d'euphorie, qui virent le triomphe simultané de Johnny Halliday et de Georges Mathieu, on vit l'effondrement de la cote et des espoirs de tous les tachistes gestuels et invertébrés divers,

après les triomphes dérisoires, célébrés dans les galeries confidentielles de la Rive Gauche et sur les cimaises des salons d'avant-garde : celui de « *Mai* », devenu, après vingt ans, la plus belle chienlit de l'année. « *Comparaisons* », où ne se compareront plus, bientôt, que l'extravagance et la nullité de ses exposants, ces « *Réalités nouvelles* » qui en manière de nouveauté nous apporte un régulier et soporifique ennui. Les alternances du calendrier nous privaient cette année de la « *Biennale des Jeunes* », fondée sans doute pour pallier la disparition des fêtes foraines, condamnées par l'excès du bruit et l'encombrement de nos boulevards.

Devant ces heureuses démissions, on assistait, ô miracle ! à une timide résurrection des Salons traditionnels, auxquels la munificence des « *Affaires culturelles* » offre dans la nef du Grand Palais, enfin débarrassée des teuf-teuf et des moulinettes, des cimaises correctes. L'opinion est unanime. « *Indépendants* », « *Artistes français* », « *Salon d'Automne* », qui fut cette année en avance de deux saisons et de beaucoup le meilleur, organisaient d'attachantes rétrospectives et faisaient montre de quelque vitalité. Dans le labyrinthe délabré et honteux du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en train de faire peau neuve (il était temps), les « *Surindépendants* » eux-mêmes, qui connurent avant guerre le plus vivant essor, s'efforçaient au rajeunissement après s'être vidé de leur substance au profit d'un « *Salon de Mai* », dont la fraîcheur première aura été aussi brève que celle du mois dont il se recommande.

Puis il y eut la *Rétrospective Bonnard*, oh, combien revigorante après les pompes picassistes, succédant au triomphe de *Vermeer*. Il y eut *Toutankhamon*, la plus belle affiche publicitaire pour l'accès de *Nassérisme* délirant, qui vient de mettre le monde à deux doigts d'un nouveau conflit. J'aime l'Égypte et l'égyptologie, mais mobiliser l'opinion par un *tam-tam* sans précédent pour nous montrer dans la pénombre quelques bimbeloteries funéraires, fragments d'un trésor tel que les hypogées de la Vallée des Rois, livrées au pillage depuis plus de 2.000 ans, en recélèrent des centaines, me paraît un peu

abusif et n'a eu que l'excuse de rafraîchir la mémoire des collégiens sur l'énumération des dynasties pharaoniques et de battre les records d'affluence au catafalque Picasso.

Il y eut la *Rétrospective Suzanne Valadon*, précédant heureusement, au Musée national d'Art Moderne, les commémorations « *Soulage* » et « *Lapicque* », deux patronymes qui évoquent assez singulièrement la terminologie médicale. Loin d'être soulagés nous sommes sortis accablés de la première et rien ne fut piqué, pas même notre curiosité, par les imageries consciencieuses mais navrantes de la seconde, celles d'un artiste pour lequel j'ai intellectuellement beaucoup d'estime. Et, le pire appelant le meilleur, nous avons simultanément, au Louvre, le 273^e (?) anniversaire de *P.J. Mariette*, l'amateur exemplaire d'une époque qui en connut cependant de nombreux et d'excellents, notre XVIII^e siècle.

Mais avant de clore cette brève recension, je voudrais consacrer quelques lignes à deux manifestations organisées par des galeries privées et qui l'une et l'autre méritaient de retenir notre attention.

Quelques tableaux des maîtres néo-impressionnistes, à la *Galerie Hervé*.

Belle et utile exposition, qui réunissait 56 peintures et dessins des néo-impressionnistes, dont il est devenu si difficile de réunir les œuvres et dont les grandes rétrospectives ne nous offrent, le plus souvent, que de rares spécimens. Si le mouvement qui prit naissance avec Georges Seurat, en 1895, et la réalisation de « *Un dimanche d'été à la Grande Jatte* », tableau exposé au Salon des Indépendants de 1886, devait constituer une impasse, ses adeptes poussant jusqu'à leurs extrêmes conséquences les principes qui avaient servi de base aux peintures du groupe impressionniste, il n'en marque pas moins un des moments de la peinture moderne dans les deux dernières du XIX^e siècle. Poussant le divisionnisme jusqu'au pointillisme, lequel permettait d'obtenir dans l'impersonnalité de la touche une sorte de retour à l'ordonnance classique du tableau — du moins telle paraît bien avoir été l'ambition de Seurat, ce novateur mort trop jeune, cet artiste

si secret, qui en dépit de maintes exégèses paraît avoir été mal compris — les néo-impressionnistes, que l'auteur du catalogue, Guy Pogu, qualifie avec plus de justesse de chromo-luminaristes, tentèrent une expérience aussi brève, en sa période d'affirmation originale, que devait l'être, quelques trente ans plus tard, celle des Fauves.

Certains s'y obstinèrent, comme Pissarro et Signac, au détriment de leurs qualités expressives, mais la plupart devaient, passé 1890, revenir à leurs pratiques antérieures ou s'aventurer sur d'autres chemins. Il y eut des pointillistes attardés ; il y eut même des récurrences, la plupart des peintres de la couleur pure s'essayant à la touche divisée, ce dont témoignent certains essais de Matisse, de Derain et de quelques autres. Sur le plan artistique, disciples et contemporains de Seurat méritent mieux que la réputation secondaire, qui leur a souvent été faite, notamment Angrand, Dubois-Pillet, Louis Hayet, Petitjean... et nous sommes reconnaissants aux organisateurs de cette intéressante rétrospective de nous l'avoir montré et rappelé.

MARQUET, à la Galerie Schmitt.

La Galerie de la rue St-Honoré prend la relève des grandes galeries disparues ou défaillantes du Faubourg, lequel ne sera bientôt plus que l'autodrome le plus encombré et le plus bruyant du centre de Paris. Après de remarquables et précédentes expositions consacrées à Boudin, Princeteau et Jongkind, elle nous offrait, en mai et juin, une non moins remarquable rétrospective « *Marquet* », une des plus belles et des plus complètes jamais organisées sur le plan privé, ne comprenant pas moins de 125 peintures et 14 dessins.

Elle nous confirmait, une fois de plus, qu'Albert Marquet, ce petit bonhomme, dont la silhouette et la démarche n'étaient pas sans rappeler celles de Lautrec, avait été un des meilleurs peintres de sa génération et un des plus parfaits paysagistes du demi-siècle. Limpidité de la couleur, sentiment de l'espace et de l'atmosphère, économie des moyens, toutes ces qualités Marquet les a mani-

festées en promenant son regard aigu et en plantant son chevalet un peu partout à travers l'Europe et les pays du Proche-Orient. Un seul reproche : des passages à vide et des morceaux qu'on pourrait confondre avec les plus banals d'innombrables peintres contemporains. Ceci m'a toujours frappé, ne serait-ce qu'à la grande rétrospective que lui consacra le Musée national d'Art moderne, peu de temps après sa mort survenue en 1947. Marquet, plus qu'aucun autre, exige un choix attentif, ce choix que ne sut pas toujours faire ce petit homme nonchalant, très souvent égal aux meilleurs, parfois assez proche des pires. La sélection de la Galerie Schmitt était dans l'ensemble heureuse.



EXPOSITIONS D'ETE

Le Message biblique de Marc Chagall, au Musée du Louvre.

Il s'agit d'une donation de l'artiste faite aux Musées de France. Elle est destinée à la création d'un ensemble culturel à Nice, lequel groupera, outre les salles réservées à la présentation permanente de cet ensemble — dessins, gouaches et peintures sur le thème Biblique — des salles de concert et de conférence et une galerie d'expositions temporaires. Je ne voudrais en rien minimiser la générosité d'un tel don, mais force est de reconnaître, sinon de souligner, qu'il s'agit, en fait, pour un artiste comblé d'une libéralité « *ad majorem seipsam gloriam* » et qui lui vaut, en forme de gratitude, les honneurs d'une exposition préalable au sein de notre Musée national, honneurs réservés jusqu'ici aux grands artistes défunts. Sans chicaner davantage je dirai quelques mots de la donation elle-même, indiquant, de surcroît, que cette manifestation, restée ouverte durant toute la période de vacances, a connu un beau record d'affluence.

L'ensemble ne manquait ni d'ampleur, ni d'éclat. Bien que je ne considère pas Marc Chagall — artiste au demeurant fort sympathique, resté fidèle à lui-même sans concession aux extravagances d'une époque, où le désir

de singularisation à tout prix l'emporte sur tout autre objectif — comme un très grand maître, il manifeste avec continuité ses dons de coloriste inspiré. Ces dons s'affirment surtout dans une série de gouaches, dont la liberté de métier et la fraîcheur de matière conviennent à sa palette et servent ses qualités d'illustrateur. Dans ses cartons de vitrail, ses peintures sur céramique, les qualités artisanales de Chagall, sauvegardant son ingénuité foncière, font aussi merveille et ces œuvres décoratives constitueront, sans doute, le meilleur de son apport à l'art de son temps. Dans ses peintures sur toile la réussite est moins certaine ; insuffisamment structurées, elles sont desservies par une matière crayeuse, sans transparence et sans luminosité. Considéré avec Picasso comme un des monstres sacrés de la peinture contemporaine, Chagall a cependant sur son rival espagnol, toute autre considération mise à part, l'avantage de la sincérité et celui d'une réelle modestie. L'une et l'autre le garderont, sans doute, des éclipses *post-mortem* et le recommandent, dans l'immédiat, à notre légitime intérêt.

Trois siècles de papiers peints — Donation Dubuffet, au Musée des Arts décoratifs.

Très intéressante et valable exposition, qui répond de la manière la plus adéquate au rôle assumé par *l'Union des arts décoratifs*, rôle auquel il paraît souhaitable qu'elle bornât ses initiatives en nous dispensant, une fois pour toutes, de ces manifestations extravagantes, consacrées à l'illustration de quelques génies éphémères et très contemporains. Organisée avec le concours et l'aide de la *Chambre syndicale des Fabricants de papiers peints de France*, celle-ci remet à l'honneur des productions d'un artisanat et d'une industrie éminemment française, qui durant deux siècles procura à nos demeures un charme et à nos souvenirs un enchantement, dont le jansénisme et l'hygiénisme de la paroi nue devaient pour un temps nous sevrer.

Que de rêves n'ai-je pas amorcés, que de rébus n'ai-je pas tenté de décrypter sur le papier à fleurs de ma cham-

bre d'enfant et sur le rideau d'andrinople imprimée de ce lit de campagne où je m'endormais avec délice comme un Mohican sous sa hutte de couleur ! Et ce ne fut pas la moindre de mes surprises, visitant plus tard quelques vieilles demeures, d'y découvrir, en une fraîcheur inaltérée, les tentures de papier peint, sur lesquelles avaient pu se poser les regards des héroïnes de Balzac, et dont le grand Honoré, rêvant de splendeurs patriciennes, sous-estimait les grâces économiques.

Avec ses premières impressions à la planche, le papier se rattache directement à une tradition plus ancienne, celle des cartiers et des xylograveurs qui sur le bois debout ou le bois de ligne enlevaient en réserve les linéaments de leurs planches illustrant les incunables et nos premiers livres historiés. Les rares papiers peints datant du XVII^e siècle, dont l'exposition nous offre quelques exemplaires, ne sont rien d'autre que ces impressions linéaires sur format restreint, celui même des feuilles de papier d'alors et qu'il fallait juxtaposer pour tapisser de plus grandes surfaces, après les avoir coloriées à la main d'où le nom, qui leur est resté, de « papiers peints ». Puis des impressions à plat on passa aux impressions au rouleau, en fonction même des progrès dans la fabrication des papiers d'impression produits en bandes continues et, au lieu de la coloration au pinceau ou au pochoir, on procéda par impressions successives en repérage.

Ce furent les étapes successives de ce développement d'une fabrication, passant ainsi du stade purement artisanal puis manufacturé au stade industriel, sans trahir toutefois la qualité de ses procédés originels ; ce que nous montre cette exposition avec les spécimens de ses plus séduisantes réussites aux diverses époques. Elles vont de la tenture à motifs stylisés ou naturalistes, se répétant symétriquement, aux admirables papiers panoramiques de la fin du XVIII^e siècle, ceux de l'époque romantique, jusqu'aux étonnants ensembles en trompe-l'œil du Second Empire. La matité, la fraîcheur des couleurs à la colle, qui rejoignent celles de la fresque, les servitudes mêmes d'un procédé qui ne peut sans difficultés insurmontables

transgresser certaines bornes conservèrent au papier peint une qualité esthétique qu'on ne trouve plus, aux périodes correspondantes, à des fabrications d'un niveau technique cependant plus relevé, telles la tapisserie, les tapis, les tissus armés ou brochés. Dans son effort de renaissance, après la période d'éclipse, qui fut celle des enduits et revêtements monochromes, le Papier peint français, dont les volumes de production atteignent aujourd'hui des chiffres record, n'a rien perdu de la noblesse de ses origines.



Une salle s'ouvrant sur le circuit des Papiers peints, un visiteur non prévenu pouvait penser en regardant certaines productions de Monsieur Dubuffet qu'il s'agissait de maquettes pour papiers peints destinés à décorer quelques cabarets excentriques. Non, l'U.D.A.D. nous conviait simultanément à honorer de notre visite la « *Donation Dubuffet* ». La mode est à ce genre de donations qui permet à certains artistes *célèbres* de notre temps, quoique toujours confidentiels, de passer directement de la solitude de l'atelier à l'ubiquité du musée.

A un gardien rêveur, qui veillait sur ces trésors, j'indiquais d'un doigt interrogatif l'inscription fixée sur le linteau d'une porte de communication : « *Sortie de secours* ». Ce hasard des présentations temporaires offre parfois de ces savoureuses légendes. Devant sa surprise, car il mit un temps pour comprendre, j'enchaînais : « *Buvez-vous les vins du Postillon ?* » — Après un temps : « *Non, Monsieur, je bois de l'eau* ». — « *C'est dommage, car vous pourriez jouer aujourd'hui et sans le savoir le rôle de Mécène* ».

Regards sur Versailles.

Je ne voudrais pas terminer cette chronique de vacances sans formuler l'expression d'un regret et d'un souhait concernant Versailles. Les musées de France y ont organisé une admirable exposition. Dans l'Orangerie,

rendue libre par la sortie des orangers, des palmiers et des grenadiers en caisse, ouverte pour la première fois au public, avait été accrochée une suite de « *Tentures* » tissées dans les ateliers parisiens qui précédèrent la création de la Manufacture des Gobelins par Colbert, tentures dont les cartons furent peints par les meilleurs artistes de l'époque. Cette prestigieuse frise de laine et de soie composait sous les voûtes de Mansart un des plus beaux spectacles qui se puissent voir. J'y allais par un merveilleux après-midi du début de juillet. Ma visite terminée, je voulus en prolonger le plaisir par une promenade dans les jardins et les allées du parc, alors dans toute sa splendeur estivale.

On a beaucoup fait pour Versailles, avec les travaux de restauration du château poursuivis depuis de longues années, la remise en état du parc, de ses bosquets, de ses parterres, la restauration exemplaire du domaine de Trianon. Etendus à la ville elle-même, protégée par ses servitudes architecturales, ces efforts attentifs devraient aboutir à la résurrection et à la remise en valeur du plus bel ensemble architectural que nous ait légué la France monarchique. Avec son domaine national et l'agglomération urbaine qui en est l'émanation et le prolongement, situé à quelques lieues de Paris, de ce Paris rendu à peu près inhabitable par l'imbécilité de ses édiles et l'irresponsabilité de ses admirateurs, Versailles pourrait et devrait être le lieu de refuge et de détente, une réserve de verdure, d'air pur, de silence et de tranquille beauté pour tous les parisiens excédés, privés d'espaces verts, qui ne disposent plus d'un parc, d'un seul jardin public où ils puissent venir se désintoxiquer et se relaxer, dont les Bois de Boulogne et de Vincennes — les deux indispensables poumons de leur cité pléthorique — sont devenus par suite de réglementations inopérantes ou inexistantes des autodromes puants et assourdissants.

A peine quittant l'Orangerie étais-je sorti sur les terrasses, c'était pour assister au carroussel aérien qui transforme quotidiennement Versailles en un vaste aérodrome. A basse altitude, survolant le château et le parc (survol

strictement interdit mais quel règlement en France n'est fait pour être violé) hélicoptères de la base de Villacoublay, avions de tourisme des terrains trop proches de St-Cyr, de Toussus-le-Noble, de Guyancourt, *Caravelles* et *Boeings* de l'aéroport d'Orly, tout cela vrombissait à qui mieux mieux au-dessus de ma tête, alors qu'il eût suffi de quelques consignes impératives pour que tout ce tarfic incongru et intolérable fût éloigné, dévié de quelques degrés à l'Ouest en respectant le château et la ville. Il est assez étonnant que les prospectus d'Air-Inter, frêtant ses *Caravelles* et ses *Viscounts* disponibles, ne proposent aux touristes des croisières au-dessus de l'Ile de France, comme il le fait déjà pour le circuit des Châteaux de la Loire « vus d'avion »... Je dus me résigner à quitter Versailles excédé, pleurant de dépit, maudissant la passivité, l'incurable et grandissante imbécilité de mes contemporains, qui s'emploient à tout avilir, à tout gâcher par les débordements d'un progrès technique incontrôlé allant à l'encontre même de ses buts.

Nos glorieux ancêtres, secouant un absolutisme monarchique, cependant si bénin qu'il eût pour conséquence directe d'envoyer ses princes à l'échafaud, firent une révolution absurde et catastrophique à seule fin d'économiser quelques simples et judicieuses réformes. Ils récidivèrent à intervalles en précipitant la décadence d'une nation, qui fut « *le plus beau royaume sous le ciel* ». Cela pour aboutir au triomphe d'une Technocratie, qui sous les plus merveilleux prétextes est en train de conditionner l'homme, de le réduire à un état de servitude pire qu'aucun de ceux qu'il connut jamais tout au long de son histoire. Je dis bien pire car inéluctable, les « raisons sociales » étant encore plus sourdes que les raisons d'Etat.

A mon retour à Paris j'écrivis au maire de Versailles. Il me répondit par une lettre courtoise et fort compréhensive, « *mais, disait-il, ceci regarde le préfet* ». J'écrirai donc au préfet. Il me répondra, sans doute, que « *cela regarde le ministre* ». J'écrirai au ministre. Il me répondra, peut-être, en invoquant « *l'intérêt général* ». Mais ou est donc cet intérêt général, qu'on invoque à tout propos et qui a si bon dos ? Que quarante-huit millions de

Français, complètement amorphes, abrutis par les slogans publicitaires les plus ineptes de la presse parlée et écrite, acceptent d'être emmerdés 24 heures sur 24 par messieurs les transporteurs aériens, subventionnés par leurs deniers, mais qui n'ayant en vue que leurs propres bilans, se fichent éperdûment des trajectoires, de l'altitude, du bruit infernal de leurs machines volantes. Il n'est plus qu'une révolution à faire : la révolution antitechnocratique. Elle attend son théoricien et ses meneurs. Quant à ses troupes, leur recrutement pourra demain être illimité, car se sera « *l'Opération Monsieur Toutlemonde* ».

Erratum. — *Que mes lecteurs m'excusent. Ma précédente chronique, relative à l'Exposition des chefs-d'œuvre des collections suisses, contenait une coquille assez paradoxale, en imprimant « Picasso » au lieu de « Pissarro », dans l'énumération des œuvres impressionnistes qu'elle nous proposait.*

Chronique littéraire

« *Le Territoire* » par Robert ARDREY

Le monde moderne, qui a confondu l'idée de Progrès avec l'extension des Sciences Physico-Chimiques, a complètement négligé la Biologie et ignore cette réalité fondamentale qu'est l'être vivant. Il devient de plus en plus difficile cependant, comme en témoigne Robert Ardrey dans son dernier ouvrage : « *Le Territoire* », d'ignorer les apports révolutionnaires des Sciences Naturelles à la connaissance de l'homme.

Continuerons-nous longtemps à vivre sous les idéologies périmées du XIX^e siècle ? Refuserons-nous par préjugé métaphysique d'éclairer nos connaissances ? Dans son premier ouvrage : « *African Genesis* » paru en français sous le titre : « *Les Enfants de Caïn* », Ardrey avait émis cette idée choquante et subversive que l'homme descendait d'un primate prédateur et chasseur de l'aube du Quaternaire. Nous serions ainsi les héritiers et les continuateurs d'un des plus grands tueurs de la Création. Dans « *Le Territoire* », œuvre de vulgarisation fondée sur les recherches et les travaux récents des Biologistes et des Naturalistes, Ardrey essaie de familiariser le lecteur avec les mécanismes les plus cachés de la Sélection Naturelle, que l'on commence à peine à entrevoir.

La fin du Romantisme.

La naissance et l'essor des Sciences Biologiques ont signifié l'arrêt de mort d'un certain Romantisme. Darwin avait vu dans la rivalité sexuelle le véritable moteur de

la Lutte pour la Vie et de la Sélection Naturelle. Freud, généralisant à l'homme la notion d'Instinct, avait fait de nos impulsions sexuelles le centre même de notre subconscient.

L'observation approfondie du monde animal aboutit aujourd'hui à des conclusions opposées. Les animaux ne se battent pas pour la femelle mais pour leur territoire. Tout animal vainqueur et possesseur d'un territoire construit un foyer sans difficulté. Mais le territoire reste son principal objectif. Le loup de l'Arctique marque les limites de son domaine de 150 kms carrés avec un liquide odorant. Il ne le fait pas par motivation érotique : son territoire est trop étendu et il est absolument monogame. De même les cordes vocales du Singe Hurlleur ne sont pas destinées à un message sexuel, mais avertissent les autres bandes de ses congénères d'avoir se tenir à l'écart de son fief.

Quant au chant des oiseaux, c'est maintenant un fait bien établi pour tous les ornithologues qu'ils constituent un rappel et une mise en garde des gracieux volatiles en position de défense sur leurs frontières : chant de guerre et non chant d'amour.

L'intérêt du territoire.

Quelle est l'utilité du territoire pour une espèce ? L'intérêt économique ou alimentaire ne se vérifie pas toujours. L'écureuil qui défend avec acharnement son gîte et ses abords immédiats s'approvisionne hors de cet espace. De fait, l'intérêt essentiel est sélectif. Le territoire assure la sécurité en son centre, mais, sur ses frontières, détermine le conflit source d'effort et de stimulation, donc bénéfique à la vie. La gymnastique curieuse des bandes de singes confrontés aux limites de leurs zones respectives ne dégénère pas en lutte ouverte et violente ; elle chasse l'ennui, fait couler le sang plus vite dans les artères, entraîne un accroissement vital.

Ardrey rapporte les observations extraordinaires faites sur les kobs, ou cerfs de l'Uganda. Seuls sont capables de féconder les femelles quelques super-mâles victorieux

de leurs concurrents. Il s'agit pour le kob d'occuper et de défendre une des pelouses d'une prairie nettement localisée, qui constitue une véritable arène de reproduction. Les vaincus sont sexuellement inhibés ; ils n'essaient même plus de saillir les femelles. Les vainqueurs sont obligés de combattre presque constamment pour sauvegarder leur position, mais leur puissance sexuelle est décuplée : belle leçon d'eugénisme, qui est fréquent dans le monde animal. Seuls les plus forts des mâles sont appelés par la Sélection à se reproduire. Belle leçon également de sacrifice de l'individu à la communauté !

La seconde erreur de Darwin.

Le monde animal n'admet pas l'individualisme : telle est l'autre conclusion des Sciences Naturelles Modernes. La génétique des populations révèle l'autre erreur de Darwin : l'unité évolutive n'est pas l'individu mais « la population » c'est-à-dire, le groupe des reproducteurs. L'existence des mécanismes isolants et inhibants permet une super-sélection. Le patrimoine génétique de quelques-uns appartient à la communauté et la détermine seul. On ne peut qu'imaginer les progrès en flèche qu'apporterait à l'humanité un tel système de reproduction contraire certes aux morales religieuses ou philosophiques en vigueur, mais conforme aux lois profondes de la vie.

Individu et Société.

Descartes avait cru aux animaux-machines et à l'homme pur-esprit. Les Naturalistes démontrent que l'homme n'est pas le seul être social. Toutes les formes d'organisation existent déjà chez les animaux. Le territoire permet la hiérarchisation sociale. Même dans les basses-cours existe un ordre de picorage qui reflète l'inégalité naturelle, exactement contraire au dogme de Rousseau. L'agressivité est liée au territoire qui appartient aux plus violents, qui sont aussi, sexuellement, les plus puissants.

Les communautés animales sont complexes : Communauté-Noyau, dont les membres sont liés par une hostilité réciproque : celle de l'oiseau-satin, décorateur de son nid, contre ses congénères par exemple. Mais l'agression

est « ritualisée », c'est-à-dire contenue dans des limites précises, afin de ne pas nuire à l'intérêt de l'espèce. Le sang coule rarement.

Dans la « Nation Biologique » au contraire les membres de la Société territoriale sont fraternellement unis dans une haine commune contre tout ce qui vient de l'extérieur. Les Babouins Patas en lutte contre les léopards sont totalement solidaires, mais l'Hamadryas au contraire impose un régime de terreur au troupeau de ses concubines. Tout cela fait étrangement penser aux communautés humaines. L'homme n'a rien inventé, même pas la Société. La discipline, l'esprit de solidarité, le sens du sacrifice qui règnent dans le village des Chiens de Prairie ou dans la Tribu des Babouins pourraient avantageusement lui servir d'exemple.

L'Homme et l'animal.

Les découvertes des Biologistes et Naturalistes ont fait voler en éclat le dualisme Cartésien, l'idéalisme des métaphysiciens ou des marxistes. L'homme se rattache étroitement au monde animal. Le sens de la propriété découle directement de l'instinct du territoire. L'échec de l'agriculture communiste s'explique par cette méconnaissance d'une des lois essentielles de la Nature. La défense du sol natal, le réflexe patriotique ne sont plus une invention de la bourgeoisie réactionnaire. L'incapacité du communisme à supprimer les oppositions nationales ou raciales le faisait déjà pressentir. Les Sciences Naturelles le confirment totalement : peut-on faire décemment remonter l'exploitation de l'homme par l'homme au mode de vie des premiers vertébrés ?

L'homme bête de proie.

Plus profondes encore sont les conséquences des découvertes sexuelles quant à notre appréciation du phénomène « Guerre ». La fraternité universelle, la paix éternelle et le point Omega, nous apparaissaient déjà comme de douces et dangereuses illusions. Révolutionnaires sont les con-

clusions des Biologistes. L'agressivité n'est pas due à une frustration, elle est naturelle. Elle est bien plus que naturelle, elle est vitalement utile et nécessaire : elle assure la sélection. Les bonnes âmes, qui voudraient séparer l'homme de cette « Nature aux crocs sanglants » dont parle Tennysson et qui exaltent la supériorité de la civilisation sur la bestialité de l'instinct n'oublent qu'une chose : si l'on compare « l'homme civilisé » à ses cousins primates, c'est lui qui est de très loin le plus sanguinaire. La guerre chez les grands singes est ritualisée. Mais les « Progrès de la Civilisation » n'ont fait qu'accroître les capacités de destruction de l'homme... et ses réalisations dans ce domaine.

Comment expliquer qu'il en soit ainsi malgré toutes les religions, toutes les idéologies et toutes les morales ? Pour cela, Ardrey revient à son point de départ, celui des « *Enfants de Caïn* » : l'homme descend d'un primate, tueur et cannibale de l'aube du Quaternaire. L'ancêtre de l'homme est un prédateur aussi féroce que le tigre. Notre mentalité actuelle de « Civilisé » en garde l'empreinte indélébile comme le prouve notre goût de la chasse, voire de la guerre. Au contraire, le chimpanzé timide et le gorille débonnaire malgré sa mauvaise réputation injustifiée, sont d'inoffensives et végétariennes créatures. Leurs ancêtres furent naguère les victimes de notre aïeul sanguinaire. Cela choque sans doute. Mais comment expliquer le déroulement sanglant de l'histoire humaine ? La plus grande folie est de nier la Nature, pour modifier notre destin, ne nous faut-il pas commencer par reconnaître que l'homme est aussi un animal ?

LES LIVRES DU MOIS

Les Dossiers du Clan : Paris 40-44.

Ce numéro 2 des Cahiers du Clan (*Editions du Clan : 10, rue Quincampoix, Paris-4^e*) contient de très intéressantes études sur le Paris de l'Occupation, la vie artistique, cinématographique, journalistique et mondaine. Réalisé sous la direction de François Brigneau, le talentueux chroniqueur de *Minute*, ce nouveau numéro comporte une remarquable étude sur la presse de l'époque, sur les divers journaux qui la composaient, sur les luttes de tendance entre journalistes de Paris. Apparaissent aussi les surprenants portraits de certains grands maîtres de la presse d'aujourd'hui qui ne sortent pas avec honneur des péripéties de ces temps troublés.

La partie consacrée au cinéma comporte une très bonne synthèse des films réalisés sous l'Occupation. Les palinodies de nombre d'artistes et de producteurs, les prémisses de l'épuration sont examinés avec un sourire narquois.

Certains personnages verront avec douleur voir ressurgir certains documents de l'époque, M. Robert Buron, par exemple.

L'étude consacrée à la littérature prouve que durant toute cette période, aucun auteur ne s'est volontairement tu et que les plus « résistants » parmi eux assiégeaient les membres de la *Propaganda Staffel* pour obtenir les autorisations nécessaires.

Cette entreprise de démystification se poursuit dans un chapitre rédigé par M. George Prade sur la vie mondaine à Paris. Là, aussi, les faussaires du résistencialisme de septembre 44 sont mis à jour.

C'est un très beau numéro documentaire, remarquablement illustré et qu'on lira avec beaucoup de plaisir et de profit. Nous le recommandons vivement et nous attendons avec impatience la parution du numéro prochain annoncé, pour compléter ce tableau du Paris de 40-44.

H. F. D.

Jean BRUNE, *Interdit aux chiens et aux Français* (La Table Ronde, 274 p.).

Avec le livre récent de Pierre Fontaine, *L'Aventure algérienne* continue paru aux Editions des Sept Couleurs, c'est un bon panorama de « l'Algérie d'après l'abandon » qui est proposé à la méditation des lecteurs. Les deux ouvrages sont également pessimistes sur l'avenir de l'Algérie actuelle et sur l'inertie du régime gaulliste en face de cette situation.

Sur un canevas qui rapporte des luttes pour l'Algérie Française, Jean Brune célèbre d'abord un hymne, un hymne à l'Amitié et à la fidélité à une cause, surnageant quelles que soient les vicissitudes. N'a-t-il pas mis en exergue cette phrase, hélas ! trop vraie, de Maurice Bardèche... « Nous sommes une église qui ne peut prier que dans les catacombes » ? Ce livre est également un chant à la gloire des Français d'Afrique, arrivés dans ce pays dans les pires conditions en 1848 ou en 1871 et qui, par leur labeur, ont été tiré de steppes (Jersou) ou de marécages broussailleux (Mitidja) de riches cultures.

Ce livre est, enfin, un chant à la gloire des centurions, des vrais, ceux de la trempe d'un Sergent ou d'un Vaudrey. C'est un livre où l'on célèbre tous ceux des nôtres qui ont combattu dans une guerre où « l'assassinat des innocents (était) conçu comme une technique d'alerte destinée à attirer l'attention sur les revendications politiques des assassins » (p. 114). Cette guerre où l'« on accusait la France d'entretenir en Algérie plus de gendarmes que de médecins ou d'instituteurs ; mais les techniciens de la terreur tuaient plus de médecins que des gendarmes et le premier mort de la guerre d'Algérie était justement un instituteur » (p. 114).

Voici, en quelque sorte, le thème du livre, sur lequel vient se greffer l'histoire de l'Algérie de 1954 à nos jours, une histoire où Jean Brune, bannissant toute compilation, raconte ce qu'il a lui-même vu, appris ou senti. En particulier, son récit sur le putsch d'avril 1961 révèle de nombreux faits inconnus du grand public. Il nous présente l'action, au cours de ces journées cruciales, de soldats inconnus mais qui depuis ont eu une certaine célébrité. Par exemple, le Capitaine Sergent, le Lieutenant Godot ou le Capitaine Mosconi. (A ce propos, ce dernier est l'oncle de notre nageur actuellement le plus célèbre : Alain Mosconi ; la grande presse se complait à se pencher sur lui, sa vie, sa famille mais, pas une seule fois, elle ne fait allusion à cet oncle « factieux »).

Face à ces soldats qui ont un idéal, les officiers « loyalistes » sont bien mesquins. Ce n'est pas le Général Vésinet qui nous contredira, lui, qui en plein putsch, ne se précoc-

cupe que d'une chose : lui laissera-t-on son appartement de fonction ?

Avant de conclure sur une note d'espoir, Jean Brune dresse le long martyrologue de l'Algérie Française mais en excluant tout sentimentalisme de « quat'sous ». C'est alors le rappel des exécutés, des fusillés, des saignés à blanc, torturés, brûlés vifs, lapidés, emmurés, ébouillantés. Tout cela sans que la conscience universelle s'émeuve, sans que la Croix-Rouge Internationale intervienne.

Ce livre est écrit d'une plume alerte, dans un langage clair et vivant. Ce qui nous vaut quelques portraits particulièrement expressifs, tels ceux de Sergent, Argoud ou Ortiz (il est symptomatique que Brune ne dise pas un mot de Susini). Ce qui nous vaut une peinture de l'Algérie particulièrement émouvante ; Jean Brune aimait ce pays de toutes les fibres de son être. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les descriptions qui reviennent tel un leit-motiv ; à tout moment, l'Algérie est présente avec ses odeurs, ses couleurs, ses paysages, ses levers de soleil sur le djebel ou ses sardines grillées dégustées en bord de mer.

C'est enfin un livre où sans cesse l'Histoire et la Philosophie de l'Histoire s'entrecroisent ; ce qui nous offre des phrases comme celle-ci (p. 133) : « Le 24 janvier 1960, c'est un 26 mars 1962 qui n'a pas réussi ».

P.S. : Je ferai un petit reproche à J. Brune ; pourquoi ne nomme-t-il pas ce « colonel d'aviation au passé trouble » qu'il présente comme étant un véritable « commissaire politique » (p. 135) ?

Par ailleurs, il semble que Brune fasse une double confusion, p. 119, quand il parle de Schembri (qui s'orthographie, en fait, Schambill) avec André Baudier (cf. : « la Révolution du 13 Mai » de de Sérigny p. 61, repris par les 2 frères Bromberger dans leurs « 13 Complots du 13 Mai » p. 185) et avec Rodolphe Parachini qui serait le « géant aux épaules de débardeur » (cf. p. 61 du livre de de Sérigny).

Enfin p. 136, il faut lire « voyage de Décembre 1960 » (et non novembre) et p. 265 « la grande consultation nationale de décembre 1965 » (et non 1960).

Yann BEUZEC

Lettre ouverte aux têtes de chiens occidentaux, Jean CAU, Albin Michel, 8,40 F.

Depuis que la France n'est plus en guerre on a vu quelques « intellectuels de gauche » découvrir, de sang-froid, des vérités dont ils n'auraient pas hésité à faire fusiller les tenants il y a cinq ou dix ans. C'est au prix de la décolonisation que nous avons gagné Jules Roy et Jean Cau. Piètre compensation, je le crains...

M. Cau, donc, découvre des vérités « nouvelles » : le voilà qui parle des Juifs et du renversement des valeurs comme s'il venait de lire « l'Antéchrist » et de l'antisémitisme avec des accents presque céliniens. Certes tout n'est pas encore au point, mais M. Cau a fait bien des premiers pas vers ce qu'il fustigeait naguère avec tant de violence.

Ce pamphlet fera grincer bien des dents chez les universalistes de tout poil. Quant à moi, j'avoue n'en avoir tiré qu'une médiocre satisfaction intellectuelle : celle de voir un impie sacrifier enfin aux dieux de la cité. Mais j'ai trop songé, en le lisant, aux ravages passés auxquels M. Cau contribua d'autant mieux qu'il avait un réel brin de talent, et ce filigrane au goût de cendre a tempéré ma satisfaction d'une certaine amertume.

Il faudra du temps, sans doute, avant que nous puissions l'accepter pleinement parmi nous (si ce jeune chien tout fou n'évolue pas ultérieurement vers quelque autre horizon politique !) et la pudeur fait ici quelque chose à l'affaire.

F. E.

L'Antéchrist, Frédéric NIETZSCHE. J.-J. Pauvert, Libertés 57, 3 F.

A l'actif de Jean-François Revel, ce nouveau titre de la collection « Libertés », qui paraît ainsi justifier son sous-titre « littérature de combat de tous les temps et de toutes les tendances ».

Mais ce serait trop demander que de s'en tenir à ces derniers mots. Liberté, certes, dans le choix apparemment hétéroclite des auteurs. Mais liberté bien orientée, comme de juste, puisque le tiers du volume est consacré à une préface de Dionys Mascolo qui prend soin de nous dire dans quel

sens il convient de lire Nietzsche. Car Nietzsche n'a qu'un sens : celui, l'auriez-vous parié ? de l'histoire et du progrès.

Un galimatias existentialiste a tôt fait de conner notre philosophe entre Marx et Freud d'une part, le modernisme et le surréalisme d'autre part, pour qu'il file au plus doux et ne puisse point s'évader du sens dialectique de l'histoire dont l'expression la plus nietzschéenne est assurément aujourd'hui le mouvement communiste, « la révolution égalitaire amorcée... seule capable de réaliser quelque chose de la pensée profonde de Nietzsche », selon M. Mascolo.

Cela seul suffirait à prouver, s'il en était besoin, la valeur de Nietzsche puisque les progressistes, et les communistes même (on se souvient de l'ouvrage que lui consacra Henri Lefèbvre), ont renoncé à le confondre pour chercher à tout prix à l'assimiler.

Et on aboutit ainsi au singulier paradoxe de voir une préface illustrer au mieux les mécanismes judéo-chrétiens démontés point par point par le texte proprement dit. Il n'est rien de plus ignoble que cette trahison du texte par la préface, si courante de nos jours. Car c'est bien là du surréalisme que de prétendre faire du Nietzsche un judéo-marxiste comme « La Croix » ou le R.P. Riquet en auraient fait un judéo-chrétien.

Mais en fin de compte, car il faut bien y trouver un aspect positif, cet ensemble préface-texte offre l'avantage de nous présenter successivement la maladie et le diagnostic et, après la libération que nous apporte Nietzsche, de nous offrir un postérieur à botter comme il le mérite, ce qui n'en est au fond que le prolongement le plus immédiat et le plus sain.

Il n'était pas possible, en tout cas, de couvrir cette escroquerie en la passant sous silence.

F. E.

Dictionnaire de la politique française, par Henry COSTON
(La Librairie française).

Plus de 1.000 pages, une documentation objective et impartiale sur tous les aspects qui motivent la politique française. Ce véritable monument est à la fois historique et moderne. Tout ce qui intéresse directement ou indirectement la politique trouve sa place dans ce dictionnaire ; les hommes, les partis, les clubs, les journaux, les groupements,

figurent dans cette somme considérable de renseignements et, souvent, d'informations. Des *fac simile* viennent à l'appui pour démontrer la vivacité de tel fait inconnu ou peu connu. De l'extrême-gauche à l'extrême-droite, la documentation est honnête. A l'utilisateur d'en déduire ce que bon lui semble après la lecture du chapitre qui l'intéresse.

Ce dictionnaire vient à point en une ère où la *masse* conçoit de plus en plus que son sort, son standing, tous les actes de l'existence, dépendent désormais de la politique et, surtout, de l'orientation politique des exécuteurs aux divers échelons de la hiérarchie. Or, dans 99 % des cas, l'électeur ignore à peu près tout des organes, des doctrines et des hommes qui décideront de son destin. Tous les journaux sont « orientés », toutes les publicités et propagandes politiques sont aimables et ne mettent jamais en relief l'envers du décor. Les hommes se renient, pratiquent l'apostasie, se présentent avec un masque d'ange, mais l'homme de la rue n'en sait rien, sa mémoire est courte ; alors, abusé, déçu, il se tourne vers les expériences, vers le « nouveau », et c'est ainsi que, faute de documentation sincère, un pays se laisse glisser vers l'aventure. La politique n'est plus prise au sérieux faute d'un indicateur précis.

Cette lacune est comblée avec le *Dictionnaire de la politique française* d'Henry Coston, dont chacun connaît le soin méticuleux qu'il apporte à contrôler sa documentation mise à jour en permanence. La disparition des journaux d'opinion ne permet qu'une vue fragmentaire sur les éléments qui forment l'opinion publique. Ce dictionnaire, édité avec soin (et confortablement pour les yeux) rendra de multiples services à ceux qui veulent ne pas se contenter des vagues allusions ou des opinions erronées dues à des rumeurs colportées et déformées. Un utile document au moment où un monde à la croisée des chemins devra sans doute se plier aux volontés de quelques hommes s'identifiant faussement à des millions d'individus. Pour combattre, il faut connaître ; le dernier ouvrage de Coston précise et étend la connaissance politique sans l'influencer. Les Français, dans leur ensemble, ont besoin de ce guide.

P. N.

Pourquoi j'ai écrit : « L'Aventure du pétrole français ».

Des échéances approchent. Le sixième sens du journaliste est de « sentir » l'événement qui va se produire, ce qui est plus constructif que de commenter l'événement qui surprend la majorité de la foule mal informée ou à qui l'on cache volontairement l'inéluctable pour préserver des intérêts particuliers. Depuis un certain nombre de lustres, j'essaie d'alerter l'opinion sur un éventuel blocus pétrolier de l'Europe. L'aventure de Suez, en 1956, est restée une leçon perdue pour nos gouvernants. La France dépend à 95 % du pétrole extérieur. Le pool arabe est en préparation depuis plusieurs années. La stratégie pétrolière soviéto-arabe dans le bassin méditerranéen se met en place depuis 1954. Quelques centaines d'articles et plusieurs livres sur le sujet n'émurent pas les sommets responsables, et la grande presse, esclave de la publicité, garda le plus souvent un silence alimentaire.

La profusion des fournitures d'armements soviétiques aux musulmans et d'armements chinois aux Palestiniens — surtout depuis l'indépendance de l'Algérie — suffisaient à indiquer que de mauvais coups se préparaient à peine dans l'ombre. Ils ne font que commencer. Reconnaissons que si l'opinion publique était tenue dans l'ignorance de ces préparatifs et des mesures préventives prises par les Etats-Unis (mise en train de fabrication d'essence synthétique) et par la Grande-Bretagne (prospections intensives du sous-sol britannique et off shore), les services de renseignements étaient parfaitement au courant du plan couvrant le bassin méditerranéen. Non seulement le boycott arabe s'annonçait, mais la flotte sous-marine soviétique peut, le cas échéant, interdire tout convoi de ravitaillement pétrolier de parvenir en Europe occidentale.

Les séquelles se devinent aisément. Plus de pétrole en Europe (qui produit à peine 20 millions de tonnes pour des besoins de 410 millions de tonnes), ralentissement considérable de l'activité économique dans les pays surmotorisés. Donc chômage. Donc mécontentement. Troubles sociaux et de ces troubles à des mouvements de masses habilement canalisés par des meneurs politiques, le cheminement révolutionnaire (aidé par la présence d'un million de musulmans en Europe occidentale), l'opération s'annonçait astucieuse et fructueuse pour la conversion idéologique, l'avenir politique étant aux minorités agissantes. Il n'y a absolument rien

de secret dans ce processus. En haut lieu, la thèse est admise, mais on n'a absolument rien tenté pour tenter d'y échapper (à part le renforcement des services de sécurité). Un pays sans ressources énergétiques directes, n'est pas un pays indépendant.

Nous savons que les problèmes pétroliers furent administrés, en Europe occidentale, par les éminences grises des avenues du pouvoir empressées à subordonner l'intérêt général à celui des grandes compagnies pétrolières réalisant des profits considérables qui autorisent toutes les impudences. Une technocratie brouillonne, démentielle et bureaucratique, qui marcha sur le pétrole français sans le découvrir jusqu'en 1954, qui attendit 1956 pour faire jaillir le pétrole d'outre-mer français, s'intéressa surtout à la partie financière du pétrole beaucoup plus qu'à procurer à la France un tonnage décent de carburants. On connaît le résultat ; la France produit à peine 3 millions de tonnes pour son raffinage de 66 millions de tonnes et ses besoins de 50 millions de tonnes (chiffres de 1966 publiés par le **Comité professionnel du pétrole**).

Sur le travail national plane vraiment un danger. Le parlement vaticine, la grande presse l'imita. Or, le pétrole peut amener une guerre totale chez les uns et une guerre civile chez les autres... Il fallait tenter un dernier avertissement en écrivant un livre qui n'existe pas, une histoire de « notre » pétrole pour en démontrer les carences, les incohérences et les manœuvres douteuses ; ce fut **L'aventure du pétrole français** (1).

Bataille difficile pour qu'il vit le jour dont je m'explique dans une postface peut-être un peu brutale. Sa parution est presque trop opportune. L'Europe occidentale peut, nous ne le souhaitons pas, manquer de pétrole. Elle eût pu pallier la pénurie au ravitaillement extérieur avec une prospection sérieuse (voir Angleterre), avec ses roches pétrolières (dont nous regorgeons), avec d'autres moyens énergétiques (dont le moteur à air comprimé d' Aimé Rousseau), etc... Tout était possible dans le domaine de l'énergie avec une recherche scientifique stimulée et orientée vers d'autres buts que l'anéantissement de l'humanité. Ignorants des réalités pétrolières, ou par pusillanimité, les gouver-

(1) Diffusé par *Les Sept Couleurs*, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.

nants se reposèrent sur la providence. Or, ils savent que le monde n'échappera pas à l'ultime explication israélo-arabe avec la collaboration des partenaires atomiques. Ils n'ignorent pas que, le 24 mai dernier, la décision a été prise par les Arabes de détruire les exploitations pétrolières en cas d'urgence. Le canal de Suez est déjà interdit aux tankers ! Le Moyen-Orient, c'est un disponible de 420 millions de tonnes destinées aux pays dépourvus de sources directes. A travers la Syrie passent les pipe-lines amenant l'oil irakien et séoudien dans les ports de la Méditerranée orientale.. Il serait peut-être naïf de feindre oublier que c'est grâce à l'aviation française vendue à Israël que les forces arabes furent anéanties en quelques heures et que les Musulmans ne nous en tiendront pas rigueur... puisque l'Algérie (pétrole franco-saharien) n'a pas accepté le cessez-le-feu...

Aucune surprise, tout cela est annoncé dans **L'Aventure du pétrole Français** qui propose aussi les remèdes ! Maintenant, il faudrait agir très vite. Ce serait encore possible en éliminant les pagailleurs du pétrole français.

Documents extraits de la Presse internationale

LES JUIFS NATION EXTERRITORIALE

Dans le leader du présent numéro, nous avons soutenu cette idée que les Juifs de la diaspora dispersés à travers le monde constituent en réalité une nation invisible privée de territoire. Malgré cette privation de territorialité, cette nation n'en est pas moins une puissance et, dans certains cas, elle se conduit en effet au moyen de ses organes représentatifs comme une véritable nation non diplomatiquement reconnue, mais n'en ayant pas moins de puissants moyens d'action sur ses membres dispersés à travers le monde. Bien entendu, les Juifs repoussent avec énergie cette façon de voir dans des périodes normales. Ils savent très bien s'en souvenir, en revanche et la ressusciter dans toute sa force, quand les circonstances les y invitent. Dans le numéro 3 de l'année 1967 du Deutsche Hochschullehrer Zeitung, on trouve sous la signature de l'Institut pour l'étude de l'histoire de l'après-guerre de Tübingen, une intéressante étude qui cite un certain nombre de documents assez significatifs à cet égard. On y voit que l'ensemble des Juifs dispersés à travers le monde, bien qu'ils ne constituent pas une nation, se considéraient comme en état de guerre avec l'Allemagne entre 1940 et 1945 et, même, qu'une déclaration de guerre officielle fut faite en leur nom par les autorités compétentes de leurs organisations. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cette question très significative et nous donnerons le texte complet de cette déclaration de guerre due au docteur Chaim Weizmann alors président du Congrès juif mondial? Nous nous bornons aujourd'hui à donner un certain nombre de textes peu connus sur cette situation. Nous citons à partir d'ici l'article indiqué :

« Un observateur neutre, le Général américain en retraite Georges Van Horn Moseley, déclarait au cours d'un discours en 1939 que la guerre future qu'on pouvait déjà prévoir aurait pour but l'institution d'une dictature juive mondiale (discours cité dans Robert Edward Edmonson, *I testify*, publié à Bend Ore, U.S.A., 1953, page 194).

Le rabbin anglais Perlzweig déclarait dès 1940 que le Congrès juif mondial « se considérait depuis sept ans comme en guerre avec l'Allemagne » (même référence, p. 195).

« Un peu plus tôt, une personnalité très en vue et très importante des milieux juifs aux Etats-Unis, le rabbin S.S. Wise déclarait : « Je suis pour la guerre ! Nous avons le sentiment que nous allons vivre une époque cruciale dans le développement de l'histoire juive » (même référence, p. 195). Le journal anglais, *Daily Express*, imprimait en gros titre sur sa première page en mars 1933 : *Judea declares war on Germany*, et commentait ainsi : « La population juive du monde entier a déclaré la guerre à l'Allemagne sur le plan économique et financier. 14 millions de Juifs se lèvent comme un seul homme pour déclarer la guerre à l'Allemagne. Le grand négociant juif abandonnera sa maison, le banquier sa Bourse, le marchand ses affaires, le mendiant son coin pour s'unir tous ensemble dans une guerre sainte contre l'hitlérisme » (*Daily Express*, 24 mars 1933). Dans la conclusion de la *Conférence internationale des Juifs* tenue à Moscou en août 1941, on peut lire l'appel suivant : « Frères juifs du monde entier, que la flamme sacrée de la vengeance brûle chaque jour, à chaque heure, plus claire dans vos cœurs. Soyez prêts à servir à chaque minute, vous devez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour détruire les sources de la puissance économique des fascistes. Quel que soit le pays dans lequel vous vivez, sabotez les sources les plus importantes de l'industrie meurtrière des Henkers d'Hitler et paralysez-la par tous les moyens. Boycottez les produits allemands partout, combattez au côté des courageux partisans ! Faites partout une incessante et vaste propagande pour la solidarité et l'appui à l'union soviétique. La terre doit être libérée définitivement de la peste brune, faites votre devoir dans la guerre sainte ». (*Judes against Hitler, Appel et compte rendu de la Conférence Internationale des Juifs* tenue à Moscou le 24 août 1941, *Anglo-russian Parliament Comitee*, Londres 1941).

« Le 13 septembre 1939, le principal journal des mi-

lieux israélites des Pays-Bas écrivait de son côté les lignes suivantes : « Des millions de Juifs en Amérique, en Angleterre, en France et, ne l'oublions pas, également en Palestine, sont décidés à mener une guerre de destruction totale contre l'Allemagne jusqu'au bout ». (*Centraal-Blad voor Israeliten in Nederland*, 13 septembre 1939).

« Comment des déclarations de ce genre, qui furent alors multipliées, firent naître et développèrent l'idée d'une guerre non déclarée entre le monde juif et l'empire allemand, on peut le constater par les documents cités au moment de l'affaire Hofstätter. Cette affaire, qui se produisit en 1963, illustre bien l'état de l'opinion à cette date sur cette question, non seulement en Allemagne, mais dans un grand nombre de milieux européens. Hofstätter, professeur de psychologie à l'Université de Hambourg, et ayant une réputation européenne comme sociologue, avait, dans une discussion organisée par un groupe d'étudiants, déclaré que, à son avis, le traitement infligé par Hitler à l'ensemble des Juifs avait été un « acte de guerre » (*Kriegshandlung*). Dans un interview au journal le *Spiegel*, il rapprocha la déclaration de guerre de Chaim Weizmann du 29 août 1939 du discours d'Adolf Hitler au Reichstag le 30 janvier 1939 et en conclut que la destruction des Juifs était par conséquent une action qui relevait de la conduite de la guerre. (*Spiegel*, Hambourg, 1963, n° 38, p. 37). Hofstätter n'était pas seul à soutenir cette conception, puisque les Juifs eux-mêmes ont reconnu que la politique d'élimination suivie par les nationaux-socialistes à l'égard des Juifs n'était pas autre chose qu'une guerre conduite contre une puissance anonyme n'ayant pas la forme juridique d'un Etat. (H.G. Adler, *Der Kampf Gegen die Endlösung der Judenfrage*, discours prononcé au Parlement de Bonn, le 26 février 1958) ».

Le même article du journal continue en confirmant cette hypothèse initiale par un certain nombre de citations extraites de source juive et prouvant l'étendue de l'intervention des Juifs volontaires dans les forces armées ou les organisations de résistance qui combattaient militairement les troupes allemandes.

L'Europe est-elle une nation sous-développée ?

Nous empruntons à La Nation Européenne, de Bruxelles, l'étude suivante sur l'état de l'Europe, au point de vue technologique, due à un spécialiste des questions économiques, Leonardo Fiori. Nous avons pensé que les précisions qu'elle contenait pourraient intéresser nos lecteurs.

LE « GOUFFRE » TECHNOLOGIQUE

Dans les laboratoires de recherche officiels ou privés — de toute nation, on étudie, on crée, on fait breveter, chaque jour, de nouvelles techniques scientifiques qui trouvent leur application dans l'industrie et le commerce. Son patrimoine technologique est, pour tout pays, une richesse considérable.

Or, depuis quelque temps, la question du retard technologique de l'Europe par rapport aux U.S.A. fait l'objet des préoccupations d'un grand nombre de personnalités, d'entreprises, d'organismes divers et des autorités de chaque pays européen.

Nous sommes, en effet, entrés dans une nouvelle phase du progrès : le nombre des brevets déposés journellement par l'industrie privée ou étatisée est énorme. L'Europe considérée depuis toujours comme le centre mondial de l'esprit de création et la source des principales inventions — si pas de toutes — n'a cessé, depuis 20 ans, d'accumuler un retard considérable aussi bien dans le domaine de la connaissance que dans le domaine technique.

Nous ne sommes plus les seuls à constater et à redouter la menace permanente qui plane sur l'indépendance économique de l'Europe. Mais bien peu, encore, ont compris que *les conditions de vassalisation de l'Europe sont réunies précisément en raison de notre retard dans le domaine de la recherche scientifique.*

A longue échéance — on le vérifie par l'Histoire — la dépendance économique entraîne la dépendance politique.

Actuellement, plus de 15 % de la production industrielle de l'Europe est basée sur des brevets d'origine américaine (la balance italienne des brevets, par exemple, accusait, en 1966, un déficit de 120 millions de dollars). Or, tous ces brevets auraient parfaitement pu être pris par des Européens si les pays d'Europe adoptaient une politique différente de celle qu'ils pratiquent aujourd'hui.

En plus de cet état de sujétion de l'économie européenne, de sa position de second rang, il faut aussi tenir compte des pertes financières énormes dues, chaque année, à notre retard technologique. Ce retard, remarquons-le n'est pas imputable à un manque d'hommes ni à une incapacité de produire, comme dans les pays sous-développés.

ORIGINE DE L'AVANCE AMERICAINE

L'origine de l'avance technico-scientifique des U.S.A. remonte à la fin de la deuxième guerre mondiale, à l'époque où l'Europe tout entière, pour ainsi dire, a dû se consacrer pendant au moins 6 années à l'œuvre générale de la reconstruction, après avoir été, pendant 5 ans, un vaste champ de bataille. Les nations européennes — victorieuses aussi bien que vaincues — se sont repliées sur elles-mêmes dans l'unique souci de rebâtir et de produire les biens de première nécessité indispensables à la subsistance de leurs habitants. *Les U.S.A. n'ont pas eu à souffrir de la guerre sur leur territoire.* Cela a eu des conséquences nombreuses : ils n'ont dû reconstruire ni maisons, ni villes entières, ni industries. Ils ont donc pu se mettre à fabriquer à plein rendement tout ce qui leur était nécessaire à eux-mêmes et tout ce que les autres pays ne pouvaient pas encore produire. Ces pays, absorbés par leur reconstruction formaient un immense marché ouvert aux U.S.A.

L'avance américaine est partie de là mais les conséquences désastreuses de la guerre ne sont pas l'unique cause du « gouffre » technologique.

En 1957 ont été posées les bases de ce qui devait être la plate-forme de l'unité européenne. Sans doute le problème du retard technologique de l'Europe n'était pas encore, à cette époque, aussi évident ni aussi fondamental qu'il apparaît aujourd'hui : le fait que *le Traité de Rome pour la formation de la Communauté Européenne (1957) n'aborde pas la question de la recherche scientifique* — c'est-à-dire le moyen de combler le retard — signifie (à moins que l'on invoque une imprévoyance stupide des signataires du Traité, ce que nous ne pouvons supposer), que cette question a « mûri » et n'est apparue clairement qu'au cours des 10 années suivantes pour se révéler aujourd'hui, même à l'esprit des moins bien informés, dans toute sa gravité.

L'écart technologique entre les U.S.A. et l'Europe est donc dû, essentiellement, à la carence de la politique de recherche scientifique des pays européens. C'est la recherche scientifique en effet, qui provoque l'accroissement de la capacité productrice d'un pays et cette recherche doit se développer dans tous les secteurs de l'économie.

UN BILAN DE NOTRE RETARD

Aujourd'hui, les organes supérieurs de la Communauté Européenne sont fortement préoccupés par ce retard : le Conseil des Ministres des 6, les diverses commissions et le Parlement européen. Ce dernier a invité les gouvernements des 6 états-membres à confier à un exécutif unique la charge de coordonner les activités dans les domaines de la recherche scientifique et du progrès technologique en se mettant d'accord sur les objectifs à atteindre. Il est très difficile d'établir un « bilan du retard » dans les diverses branches de l'économie. Semblable bilan est à l'ordre du jour de la réunion du Conseil des Ministres des états membres de la Communauté qui aura lieu en juin à Luxembourg.

Evidemment, dans les domaines économique et industriel, le retard est plus ou moins important selon l'activité envisagée. Ainsi, par exemple, l'Europe est plutôt en

avance, d'une manière plus ou moins prononcée selon le pays envisagé, en chimie, en construction automobile, du moins pour les usines qui ne dépendent pas des trusts américains (l'avance européenne est, ici, une avance de qualité et non de quantité), et dans le domaine sanitaire. Dans l'ensemble, cependant, la situation n'est guère encourageante et certains désespèrent même de pouvoir jamais — fut-ce à longue échéance — rattraper le retard : ainsi naît la passivité, qui ressemble étrangement à de la servilité, de certains milieux « européens » prêts à accepter, une fois pour toutes, la suprématie de l'industrie et de l'économie américaines sur l'industrie et l'économie européennes et cela en Europe !

LES ENTREPRISES EUROPEENNES

La question que l'on doit se poser, ici, est de savoir s'il existe **REELLEMENT** une volonté européenne de rattraper notre retard. Rien ne sert, en effet, de poser un problème, d'en reconnaître toute l'importance, si ce n'est pour en chercher ensuite la solution. Nous pensons que l'industrie européenne (**L'INDUSTRIE AUTHENTIQUEMENT EUROPEENNE**) non seulement est consciente de l'existence de ce problème et a été peut-être la première à en mesurer toute la gravité, mais aussi est **EFFECTIVEMENT INTERESSEE ET DECIDEE** à le résoudre.

Cela ne suffit pas, cependant !

La recherche scientifique, à cause de la multiplicité des domaines où elle se développe et en raison des frais qu'elle entraîne, ne peut plus être menée uniquement par les entreprises privées. Les moyens qui sont nécessaires, quand on examine le problème à fond pour en tirer des conclusions pratiques, doivent être étudiés sérieusement et calculés à l'échelle européenne ; l'intervention de l'Etat doit être plus importante et, bien entendu, la répartition des frais, pays par pays, doit se faire de façon à ne pas provoquer, plus tard, de déséquilibres internes.

Or, actuellement, *la part annuelle du revenu national brut consacrée à la recherche scientifique* est la suivante :

Italie	0,64 %
France	1,59 %
Allemagne	2,04 %
Angleterre	2,25 %

En ce qui concerne les *dépenses totales consacrées à la recherche*, elles s'établissent ainsi (1963) :

	millions de dollars
Allemagne occid.	1.784
France	1.258
Angleterre (1962)	1.780
Suède	228
Benelux	349
Italie	155
U.S.A.	17.350

Il est absurde de chercher une solution à l'échelle « petite-nationale ». L'avance que les U.S.A. ont actuellement est due aussi, en partie, à la *dimension de leur territoire*. L'industrie américaine dispose, sur le seul plan intérieur, d'un marché de 200 millions d'habitants. Les industries sont à l'échelle de ce marché. Qu'il suffise de compter les entreprises qui, aux U.S.A. d'une part, en Europe, d'autre part, ont, par exemple, un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars : aux U.S.A., il y en a 272, tandis que dans les petits pays européens ou en dénombre 54 en Angleterre, 28 en Allemagne Occidentale, 23 en France, 8 en Italie et 8 en Suisse.

Cela a sa répercussion sur la recherche : les bilans des entreprises américaines — dont certains alignent des chiffres équivalents au budget d'un Etat européen — peuvent prévoir aisément, les frais d'équipes entières de chercheurs sans que ces frais aient une incidence excessive sur les « frais généraux » globaux (la Du Pont de Ne-

mours et C^o, U.S.A., a dépensé en 1966, en frais de recherche 110 millions de dollars; la R.C.A. a dépensé plus de 130 millions de dollars pour la recherche dans le domaine de la télévision en couleurs).

UNE ECONOMIE CONTINENTALE

Les entreprises européennes ont conscience que l'économie fonctionnelle des temps modernes exige une base de dimensions continentales et elles estiment qu'il est absurde de continuer à mener une économie à l'échelle des petits nationalismes d'autant plus que, pour ce qui concerne en tous cas les pays membres de la C.E.E., nous sommes arrivés au terme fixé pour la suppression des mesures protectionnistes en faveur des industries nationales. Il est nécessaire d'évoluer, de s'intégrer dans une économie conçue à la dimension de l'Europe afin que nous puissions, nous aussi, disposer de centres industriels de dimensions réellement continentales.

IN MEMORIAM



PAUL RASSINIER

L'historien Paul Rassinier, bien connu des lecteurs de *Défense de l'Occident*, est mort brusquement au mois de juillet dernier.

Militant de gauche, membre du parti socialiste, pacifiste et antimilitariste, Paul Rassinier avait été déporté pendant la guerre aux camps de Buchenwald et de Dora où il passa deux ans. Il en revint sur une civière, très gravement malade et ne pesant plus que 40 kgs. Ses compatriotes, peu de temps après son retour, l'élirent député de Belfort, élection dans laquelle leur admiration pour son caractère et sa conduite joua un grand rôle.

Paul Rassinier, admirablement placé pour profiter des prébendes et des faveurs dont on ne demandait qu'à le combler, refusa toutefois d'occuper une place brillante dans le cortège des profiteurs. Il rompit brutalement avec ses amis du parti socialiste lorsqu'il refusa de s'aligner sur les thèmes habituels de la propagande et publia son premier livre *Le mensonge d'Ulysse* qui contredisait vigoureusement les récits qui avaient courus sur les camps de concentration et rétablissait la vérité sur ce qui se passait dans les camps et sur le partage des responsabilités. Cette déposition fut étouffée autant qu'on le pouvait. Le témoin gênant devint un pestiféré lorsqu'on s'aperçut qu'il était inaccessible à l'intimidation et aux pressions.

Passionnément attaché à la vérité, Paul Rassinier estimait qu'il restait fidèle à toute sa carrière politique en plaçant la vérité au-dessus de toute autre considération et en combattant pour la faire connaître. Il mettait sur le même plan tous les « bourrages de crânes » qui suivent habituellement les guerres et il regardait comme le propre de « l'homme de gauche » de les dénoncer impitoyablement. Les attaques et les quarantaines ne le découragèrent pas. Il devint, au contraire, un spécialiste de la question des camps de concentration et des problèmes qui s'y rattachent ; on le combattait avec violence mais ses adversaires eux-mêmes reconnaissaient le sérieux de sa documentation et de ses méthodes.

Il publia successivement, après *Le Mensonge d'Ulysse*, *Ulysse trahi par les hommes*, *Le véritable procès Eichmann* et *Le Drame des Juifs européens*. Il avait publié *Les responsables de la Deuxième Guerre mondiale* quelques semaines avant sa mort.

A ses obsèques, la presse était représentée par Maurice Bardèche, directeur de *Défense de l'Occident*, qui prononça l'éloge funèbre du défunt au nom de ses amis parisiens, Pierre Sidos, directeur de la rédaction du *Soleil*, Jean-Louis Magnien, des *Dossiers du Clan*, Michel de Mauny, Gilberte et Henry Coston, de *Lectures Françaises*. Le représentant de *La Voie de la Paix* prit la parole au nom de ses amis socialistes et pacifistes dans le petit cimetière de Bermont où repose la dépouille mortelle de l'ancien député de Belfort.

C'est un homme honnête, dont le nom restera, non seulement à cause des études solides auxquelles il a attaché son nom, mais encore parce que, dans une génération qui a si souvent capitulé devant la propagande et le conformisme, il a donné un exemple saisissant de probité intellectuelle et de désintéressement.

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et C^{ie}, Evreux

DÉPOT LÉGAL : 4^e TRIMESTRE 1967

N^o D'IMPRIMEUR : 748

**Les événements du Moyen-Orient
ne sont pas terminés...**

La France manquera-t-elle de pétrole ?

La première histoire politique
du pétrole français vient de
paraître. Pour connaître la vé-
rité sur le carburant français,
lisez le dernier livre de Pierre FONTAINE

L'AVENTURE DU PETROLE FRANÇAIS

1 volume in-16 Jésus,

240 pages

Prix : 18 F

Dans toutes les bonnes librairies

RAPPEL (du même auteur)

Le pétrole du Moyen-Orient

et les trusts : 12 F

Éditions "LES SEPT COULEURS"

27, rue de l'Abbé-Grégoire - PARIS - 6^e

C. C. P. Paris 218.219

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé-Grégoire - Paris (6^e)

NOUVEAUTÉS

Eliane NORBERG. — La Danse des Crabes	13,50
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Jedis	20,00
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	12,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	12,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	12,00
U.R.S.S.-U.S.A.	12,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	12,00
Enquêtes noires	12,00
La mort étrange de Conrad Killian	12,00
Les Secrets du Pétrole	12,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	7,50
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	12,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme?	9,00
Une lecture de Balzac	24,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50

*Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte
CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris*